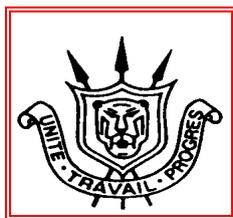


REPUBLIQUE DU BURUNDI

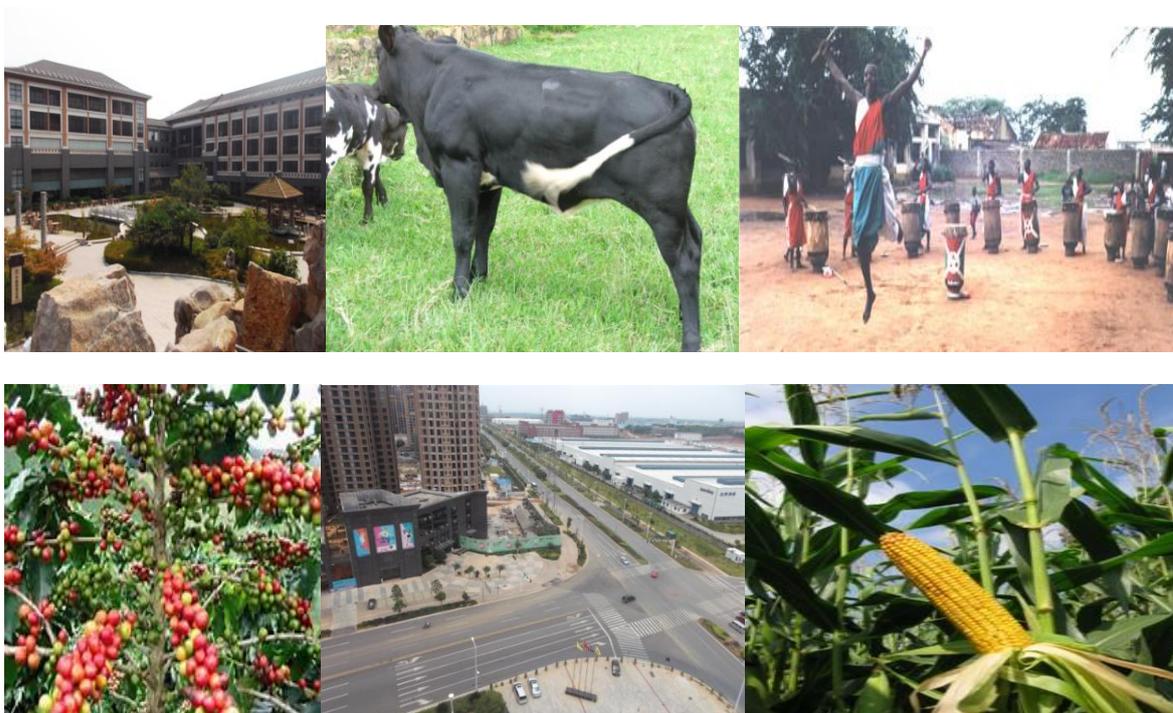


MINISTRE DE L'INTERIEUR

ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE

PROVINCE DE GITEGA

STRATEGIE DE RELANCE DU DEVELOPPEMENT DE LA PROVINCE DE GITEGA A L'HORIZON 2030



Gitega, Mars 2018

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BANCOBU	Banque Commerciale du Burundi
BCB	Banque de Crédit de Bujumbura
BBCI	Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement
BRB	Banque de la République du Burundi
BRAGITA	Brasserie de Gitega
CDS	Centre de Santé
CEM	Centre d'Enseignement des Métiers
CNAC	Confédération Nationale des Caféculteurs du Burundi
CNAR	Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CIC	Centre International de Conférence
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de crédit
CSC	Chaîne de Solidarité Communautaire
DGE	Direction Générale de l'Elevage
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	Direction Provinciale de l'Enseignement
FABI	Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie
FBU	Francs Burundais
IGEBU	Institut Géographique du Burundi
IBB	Interbank Burundi
IMF	Institution de Micro Finance
ISMG	Institut Supérieur Médical de Gitega
ISTEEBU	Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OBPE	Office Burundais pour la Protection de l'environnement
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
ONCCS	Office National de Contrôle et de Certification des Semences
ONG	Organisation Non Gouvernemental
OPA	Organisation des producteurs Agricoles
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNLAE	Programme National de Lutte Anti-Erosive
PPIA	Plan Provincial d'Investissement Agricole
PPP	Partenariat Public et Privé
RN	Route nationale
SDAU	Schéma Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme
SDECE	Stratégie de Développement Economique et de Création d'emploi
SE	Suivi et Evaluation
SEPO	Succès, Echecs, Potentialité et Obstacles
SOCABU	Société d'Assurance du Burundi
SOCAR	Société Commerciale d'Assurance et de Réassurance
SPDSP	Stratégie Provinciale de développement du secteur Privé au Burundi
SNDDT	Stratégie Nationale de Développement Durable du Tourisme au Burundi
SNDSP	Stratégie Nationale de Développement du Secteur Privé au Burundi
SPDDT	Stratégie Provinciale du Développement Durable du Tourisme au Burundi
SP	Secrétariat Permanent
SWOT	Strenghts (Forces), Weaknesses (Faiblesses), Opportunities (Opportunités) et Threats (Menaces)
UPG	Université Polytechnique de Gitega

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	2
TABLE DES MATIERES	3
I. INTRODUCTION.....	6
I.1. Présentation de la Province de GITEGA.....	6
I.1.1. Situation géographique.....	6
I.1.2. Situation démographique.....	7
I.1.3. Situation économique	9
I.2. Présentation de la ville de GITEGA	9
I.2.1. Présentation de la ville	9
I.2.2. Evolution de la ville.....	10
I.3. Le constat.....	14
II. PLANIFICATION URBAINE ET ORIENTATION STRATEGIQUE	15
II.1. Planification urbaine	15
II.2. Orientations stratégiques.....	16
III. EVALUATION DES BESOINS A L’HORIZON 2030	17
III.1. Besoins à l’horizon 2030.....	17
III.2. Zones d’extensions.....	18
III.2.1. Zones prioritaires d’extension	18
III.2.2. Situation de voiries	18
III.2.3. Propositions des différentes liaisons.....	19
IV. PROPOSITION DU NOUVEAU PERIMETRE URBAIN	20
IV.1. Plan d’aménagement du nouveau périmètre urbain	22
V. PREVISION DES GRANDS INVESTISSEMENTS.....	23
V.1. Voirie-Circulation-Transport	23
V.2. Equipements de santé	24
V.3. Equipements marchands.....	24
V.4. Equipements de culture et loisir	25
V.5. Equipements d’enseignement	26
V.6. Equipements administratifs	27
V.7. Localisation du cimetière.....	27

VI. ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DES SITES.....	27
VI.1. Eaux pluviales.....	27
VI.2. Eaux usées des ménages.....	27
VI.3. Eaux usées industrielles.....	28
VI.4. Ordures ménagères.....	28
VI.5. Lutte contre l'érosion.....	28
VI.6. Couvert végétal.....	29
VI.7. Exploitation des matériaux locaux de construction.....	29
VII. AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA VILLE DE GITEGA	30
VII.1. Infrastructures routières.....	30
VII.2. Bâtiments vieux de l'époque coloniale.....	31
VII.3. Embellissement ou aménagement de la ville.....	32
VIII. PLAN D'URBANISATION DES COMMUNES	34
VIII.1. Infrastructures.....	34
VIII.2. Amélioration de l'image des chefs lieu des communes.....	35
IX. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	36
IX.1. Introduction.....	36
IX.2. Caractéristiques du secteur privé dans la Province de Gitega.....	36
IX.3. Commerce.....	36
IX.4. Hôtellerie et tourisme.....	39
IX.5. Artisanat.....	40
X. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-PASTORAL.....	41
X.1. Cultures vivrières.....	41
X.2. Cultures industrielles.....	43
X.3. Cultures maraîchères et fruitières.....	43
X.4. Situation de l'élevage.....	43
X.5. Organisation des producteurs agricoles et coopératives.....	45
XI. COORDINATION DES ONGS, DES SERVICES PUBLICS ET L'ENCADREMENT DU SECTEUR PRIVE ET DES ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES.....	47
XI.1. Coordination des ONGs.....	47
XI.2. Coordination des services publics.....	48
XI.3. Encadrement des services du secteur privé.....	48
XI.4. Encadrement des associations communautaires ou coopératives.....	48

XII. ENCADREMENT DE LA JEUNESSE.....	49
XII.1. Encadrement de la jeunesse scolarisée	49
XII.2. Encadrement de la jeunesse non scolarisée	49
XIII. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DU DEVELOPPEMENT.....	50
XIII.1. Structure du cadre de la mise en œuvre de la stratégie	50
XIII.2. Plan d'action global de mise en œuvre de la stratégie	52
XIII.3. Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie.....	53
XIV. IMPORTANCE DE LA COMMUNICATION	54
XIV.1. Information.....	54
XV. CONCLUSION	56
XVI. PLANS D' ACTIONS ET CALENDRIERS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE.....	57
XVI.1. Plan d'action d'extension et d'urbanisation de la ville de Gitega	57
XVI.2. Plan d'action du changement de l'image de la ville de Gitega.....	58
XVI.3. Plan d'action du développement du secteur privé	60
XVI.4. Plan d'action du développement du secteur agro-pastoral.....	62
XVI.5. Plan de coordination des ONGs, des services publics et d'encadrement des privés et des associations communautaires	63
XVI.6. Plan d'action d'encadrement de la jeunesse	64
ANNEXES.....	65
Annexe 1 : Références bibliographiques	65
Annexe 2 : Liste des tableaux.....	66
Annexe 3 : Liste des figures	67

I. INTRODUCTION

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un plan ou d'une stratégie de relance du développement de la Province de Gitega et de l'amélioration de l'image de la ville de GITEGA en vue de se préparer à accueillir la capitale politique du Pays

I.1. Présentation de la Province de GITEGA

La **province de Gitega** est une des 18 Provinces du Burundi. Anciennement appelée Kitega sous la colonisation allemande et belge 1896-1962. La province a pour chef-lieu la deuxième grande ville du pays, Gitega.

I.1.1. Situation géographique

La province Gitega est limitée au Nord par les provinces de Kayanza et Ngozi, à l'Ouest par les provinces de Muramvya et Mwaro, au sud par les provinces de Bururi et Rutana et à l'Est par les provinces de Ruyigi et Karusi.

La province se trouve dans la zone des plateaux centraux avec une altitude variant entre 1600 et 2000 m. Dans les conditions normales, le climat est caractérisé par deux saisons bien marquées à savoir la saison pluvieuse et la saison sèche. Les précipitations moyennes sont de 1200 mm. La température moyenne sur l'année est de 12°C. Les pentes des terres se situent en général en dessous de 14%, limite habituellement admise pour la culture sans grand risque d'érosion. La principale rivière est la Ruvubu avec deux principaux affluents à savoir la Ruvyironza et la Mubarazi. **(Source : PPIA, 2013)**

La province de Gitega s'étend sur trois régions naturelles à savoir: Kirimiro, Bututsi et Buyogoma. Administrativement, elle compte 11 communes (figure n°1) subdivisées en 33 zones et 263 collines de recensement comme le montre la carte de la figure ci-dessous avec une superficie de **1978,96km²**.

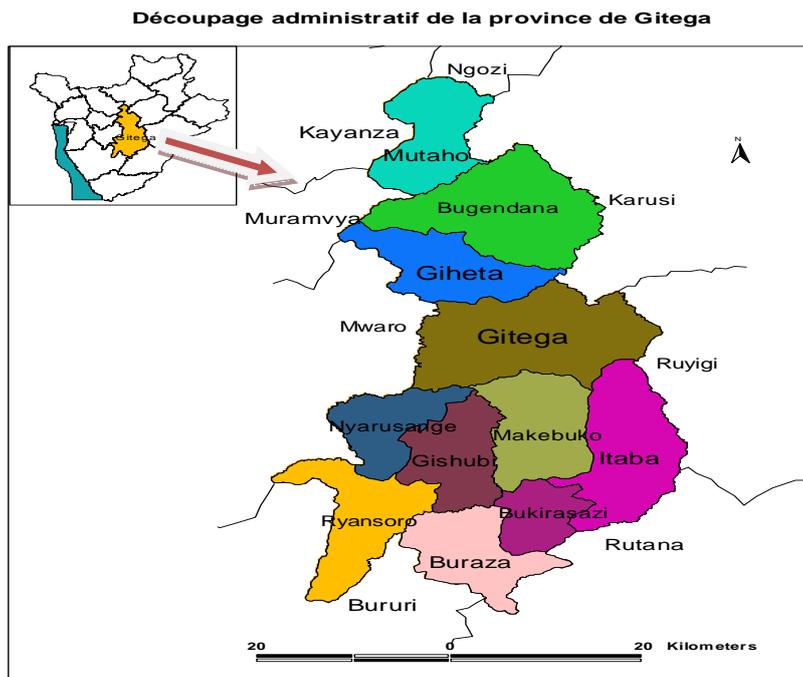


Figure n°1 : Carte administrative de la Province Gitega

Dans la province de GITEGA se trouvent le Musée National du Burundi, eaux thermales, l'arbre du centre du pays et les sanctuaires traditionnels des Abatimbo du Burundi comme patrimoine. Ces sanctuaires sont Gishora dans la Commune de Giheta, Higiro dans la commune de Gitega, Kidasha dans la commune de Makebuko et Kwisenga dans la commune de Bukirasazi.

Une légende raconte que c'est dans les environs de Gitega que se trouve le sanctuaire sacré du Tambour royal Karyenda. C'est à Gitega aussi que se trouvait la cour du roi "i bwami" et beaucoup bien d'autres.

Il y a deux grandes industries en Province de GITEGA : la BRAGITA située à Muharuro et BUDECA située à Songa. La Première est une brasserie de bière (Primus, Amstel, etc.) et la seconde, la transformation et le conditionnement du café.

I.1.2. Situation démographique

a) Evolution de la population du Burundi entre 2008-2030

D'après les estimations de l'ISTEEBU en 2013, la population burundaise continuera d'accroître à un rythme soutenu, passant de 8.053.574 millions en 2008 à 13.375.501 millions en 2030, soit une augmentation de 66,08% en 22 ans.

Tableau 1 : Evolution de la population du Burundi entre 2008-2030

Année	2008	2010	2015	2020	2025	2030
Masculin	3.964.906	4.173.862	4.822.838	5.500.949	6.038.281	6.546.365
Féminin	4.088.668	4.313.788	5.000.990	5.754.629	6.288.030	6.829.137
Total	8.053.574	8.487.650	9.823.828	11.215.578	12.326.311	13.375.501
Densité (Km²)	289	305	353	403	443	480

Cette situation s'explique par une fécondité très élevée. En l'espace de 29 ans, le nombre moyen d'enfants par femme est resté supérieur ou égal à 6. Toutefois, des disparités se remarquent dans d'autres provinces telles que Mwaro avec 4,5 contre 7,6 à Kirundo en 2008.

La population burundaise est extrêmement jeune. En effet, la moitié de la population est âgée de moins de 17 ans, 2/3 des burundais ont moins de 25 ans.

De ce qui précède, le Burundi fait face aux défis démographiques suivants : Croissance rapide ; fécondité et mortalité élevées; jeunesse de la population et forte densité de la population.

b) Evolution de la population de la Province de Gitega entre 2008-2030

Située au centre du pays, la province de Gitega couvre une superficie de 1978,96km², soit 7,1% de la superficie totale du pays, avec une population de 725 223 habitants, soit une densité moyenne de 366 habitants par km² selon les résultats définitifs du RGPH (2008). Selon la même source, les jeunes de moins de 18 ans représentent 49,1% de la population au niveau de toute la province.

La Province de Gitega est parmi les provinces les plus peuplées du pays. La croissance démographique semble être un facteur négatif de développement en ce sens que les terres s'atomisent. C'est en même temps un facteur positif dans la mesure où cette population constitue non seulement une main d'œuvre, mais également un marché de consommateurs.

Tableau 2 : La projection démographique en Province de Gitega entre 2008-2027

Année	2008	2010	2015	2016	2017	2020	2025	2030
Population	725.223	764.336	884.706	910.888	936.689	1.010.070	1.110.140	1.146.419
Densité (km ²)	366	386	447	460	473	510	561	579

Tableau 3 : La population féminine en âge de procréer (de 12-14 ans et de 15-24 ans)

Année	2008	2010	2015	2016	2017	2020	2025	2030
Population (de 12-14 ans)	29.554	29.869	34.104	36.226	38.023	39.667	45.014	48.902
Population (de 15-24 ans)	90.259	94.952	101.169	102.145	103.459	111.858	127.496	134.587

Source : Rapport des projections démographiques de 2008-2030 de l'ISTEEBU, Décembre 2013

Il n'y a aucun doute que la croissance continue de la population fera pression sur la province et par conséquent un impact direct sur l'environnement. Si l'Etat ou la province ne prend pas des mesures appropriées pour désengorger le secteur primaire en développant le secondaire et le tertiaire, les gros problèmes actuels liés à la pression démographique sur les terres ne feront que s'aggraver.

En effet, si le niveau de la population de Gitega reste constat dans l'agriculture de subsistance, la pression sur la terre cultivable ne fera que s'accroître avec ses conséquences corollaires. Suite à la fécondité élevée, la population de la Province de Gitega restera toujours jeune jusqu'en 2020. **(ISTEEBU, 2013)**

I.1.3. Situation économique

Du point de vue économique, la population de la province de Gitega tire ses revenus des principales activités qui suivent : la vente des produits agricoles et d'élevage (90%), l'exploitation des boisements, la vente des produits artisanaux, l'exploitation des carrières, le commerce des produits variés et le transport inter-urbain. Le taux de chômage dans la ville de Gitega atteignait 11% en 2009 **(ISTEEBU, 2009)**.

Les principaux acteurs de développement économique de la province de Gitega sont les exploitants agricoles, les éleveurs, les commerçants, les artisans, les services étatiques déconcentrés, les acteurs non étatiques (Organisations des Producteurs Agricoles, Organisations religieuses, les ASBL, Opérateurs économiques privés), les ONG internationales, les projets et programmes nationaux et internationaux.

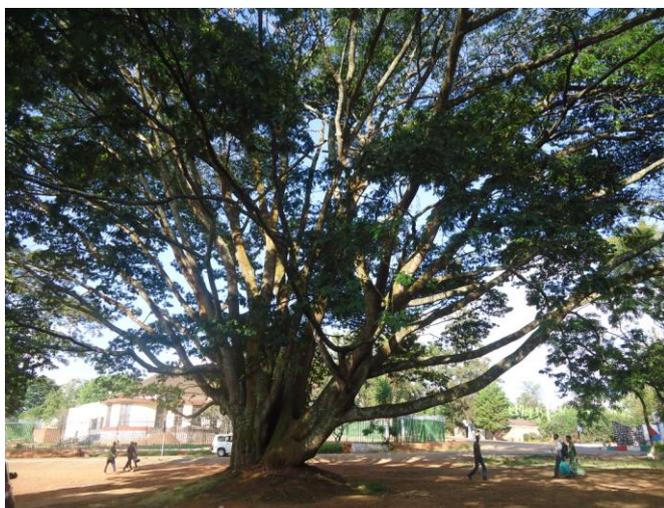
I.2. Présentation de la Ville de GITEGA

I.2.1. Présentation de la ville

La Ville est située au centre géographique du pays. Dans cette ville est planté l'arbre qui est au centre du Burundi. Elle fut créée par les Allemands, colonisateurs du Burundi depuis 1896, créèrent la ville de Gitega en 1912. Elle fut capitale royale puis capitale coloniale. Après la Première Guerre mondiale, le Burundi fut donné aux Belges, qui décidèrent de garder Gitega comme chef-lieu. Plus tard, à l'indépendance du Burundi en 1962, les nouveaux dirigeants décidèrent de refaire de Bujumbura la capitale burundaise, en raison de ses équipements et de ses infrastructures importantes.

La ville est composée de 12 quartiers : Magarama, Mushasha, Musinzira, Ntobwe, Nyabututsi, Nyamugari, Rango, Shatanya, Yoba, Karera (1, 2 et 3), Bwoga (1 et 2) et zege qui est aujourd'hui en construction.

Elle leur servit de capitale de résidence burundaise à la place de Bujumbura (capitale actuelle du Burundi).



Arbre historique matérialisant le centre du pays

I.2.2. Evolution de la ville

La ville centrale était divisée en deux grands quartiers :

- Le quartier administratif et résidentiel de Musinzira
- Le quartier de Nyamugari (quartier réservé aux autochtones durant la colonisation).

De 1990 à 1993, des grands lotissements et équipements ont été aménagés : Karera 1 et Ntobwe (1.000 parcelles au total) et 1995, il y a eu création du quartier Magarama.

La ville n'a pas cessé de s'agrandir avec de nouveaux quartiers comme :

- Bwoga 1 et 2 (650 parcelles) et Ntsibo, lotissement de haut standing ;
- Karera 2 et 3 (1000 parcelles), lotissement de moyen standing.

Ces lotissements ont été réalisés sur des terres privées, par expropriation, conformément à l'ordonnance en cours.

Ce sont les couches supérieures de la population qui sont favorisées d'où il faut privilégier la viabilisation par intégration pour favoriser également la population à faible pouvoir d'achat.

► Mode d'occupation du sol en 2014

La ville a largement débordé de ses limites administratives. Près de 40% de la superficie d'habitat est hors du périmètre urbain.

► Equipements et infrastructures en ville

❖ Transport

La ville de GITEGA se positionne depuis l'époque coloniale allemande comme la plaque tournante du pays pour le transport des biens et des personnes venants d'autres provinces.

La mobilité des personnes et des biens est un des enjeux essentiels de tout développement, aussi bien pour un pays que pour une ville. La ville de Gitega n'y échappe pas. La mobilité concerne donc aussi bien les personnes que les biens et marchandises.

Les différents modes de transport qui sont les moyens de locomotion empruntés pour effectuer le déplacement sont la marche à pied, les deux-roues (motos et vélos), les voitures, à l'inverse des transports en commun qui sont les modes de transport collectif (bus de différentes catégories et capacité), sans oublier les camions pour le transport des marchandises.



Certains des moyens de transport en Province de Gitega

Gitega est la ville qui englobe tous les moyens de transports : Bus, taxis-voitures, taxis-motos, taxis-vélos, trois roues, voitures privées et camions. Le transport en commun n'existe pas pour assurer le transport des personnes entre le centre-ville et les quartiers. Il n'y a pas de signalisations routières pour orientations des chauffeurs. Le piéton n'est pas non plus protégé, il doit se frayer un chemin au milieu des véhicules.

❖ **Voirie et circulation : des quartiers enclavés**

La ville de Gitega connaît des routes en bon état pour les quartiers nouvellement créés tandis que les routes des anciens quartiers (Shatanya, Magarama, Ntobwe,...) sont en mauvais état. Le problème majeur est que les quartiers sont éparpillés avec des voies de liaison qui ne sont pas pour la plupart en bon état. La ville manque des routes vastes à double circulation, des parkings. Des aménagements sont à envisager malgré l'absence des équipements pour répondre aux besoins du moment.

Le principal inconvénient constaté est que l'essentiel du trafic finit par transiter par l'hyper-centre de la ville, qui devient un point névralgique. La seule circulaire que constitue la route « masanganzira-rutonde », qui sert en particulier aux camions-citernes pour rallier le dépôt d'hydrocarbures sans passer par le centre-ville, reste malheureusement limitée à une partie de la ville, et pas là où la demande est la plus importante.

Au centre ville, il y a l'absence d'aménagement spécifique pour les 2 roues, l'absence de parkings aménagés de capacité suffisante, le manque de trottoirs ou l'espace pour les piétons.

Il apparaît que les quartiers périphériques (Mushasha, Ntobwe, Nyabututsi) ont un faible niveau de desserte, en particulier Ntobwe où 100% des voies sont des pistes non aménagées.

N.B. Il y a eu un problème d'appellation des quartiers nouvellement créés suite aux lotissements qui ont eu lieu d'où il faut que dans l'avenir qu'ils puissent avoir des appellations des quartiers et non des collines (Exemple : Karera 2 : Karera et Ntobwe se trouvent sur la colline Nyabisindu, Karera 1 se trouve à Masenga. Il faudra éviter des morcellements en petits quartiers pour privilégier des grands quartiers dans l'avenir.



Vue de certaines nouvelles routes du centre ville de Gitega

❖ Les équipements marchands

Le **marché central** a un point faible qui est la capacité du site qui apparaît limitée pour faire face aux besoins. La demande semble relativement importante.



Vue du marché central de la ville de Gitega

Extension du marché en cours

La ville dispose d'un **abattoir** situé sur l'Avenue Gishora. Sa capacité est pour l'instant largement suffisante pour les besoins de la ville et les seuls problèmes qu'il pose sont relatifs à son aménagement et en particulier au rejet des eaux usées et aux conditions hygiéniques à l'intérieur. Heureusement qu'il y a un projet « PPRIE » du MINAGRIE qui va le réhabiliter d'ici peu si rien ne change.

La ville dispose d'une **gare routière** neuve mais qui n'est pas exploitée suffisamment par les transporteurs car des fois ils préfèrent garer leurs camions en ville.

❖ Les équipements de santé

La ville de Gitega est située dans le District Sanitaire de Gitega et abrite un Hôpital Régional qui ne remplit pas les normes au vu de son plateau technique équivalent presque à celui d'un Hôpital de District.

En plus de l'Hôpital Régional de Gitega, l'offre des soins est assurée par d'autres structures de taille relativement importante comme l'Hôpital Sainte Thérèse, la Clinique vision Santé, Polyclinique,... Il existe également 12 Centres de Santé qui assurent le paquet minimum d'activités. Ces Centres de Santé sont éparpillés dans différents quartiers tout en sachant que les quartiers de Ntobwe et Rango ne sont pas couverts.

En général, la couverture sanitaire de la ville de GITEGA est assurée au vu du nombre des structures sanitaires et de la population y résident sachant qu'un hôpital de District sert environ 150.000 habitants. Le manque des soins spécialisés tertiaires au niveau de la ville et de toute la région se fait sentir alors que la ville s'agrandit exponentiellement.

❖ Les équipements scolaires

Le tableau suivant montre la situation des équipements scolaires tant au niveau pré-scolaire, fondamentale et post-fondamentale.

Tableau 4 : Situation des équipements scolaires

Désignation	Niveau Province en 2017			Niveau ville en 2017			Niveau ville en 2011	Taux d'évolution
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total		
Ecoles								
Pré-scolaires	124	43	167	28	34	62		
Fondamentales	302	13	315	62	12	74	17 (Primaire)	435,3%
Post fondamentale générale et pédagogique	103	5	108	28	3	31	21 (Secondaire)	261,9%
Post fondamentale technique	20	13	33	11	13	24		
TOTAL	549	74	623	129	62	191	38	

Source : Rapport annuel 2016-2017 D.P.E Gitega

Ces équipements scolaires sont largement suffisants. Le seul problème est que peu d'entre eux donnent les enseignements des métiers.

La ville accueille également des établissements universitaires comme la Faculté d'Agriculture et de Bio-Ingénierie (FABI), une des facultés de l'Université du Burundi, ce campus accueille environ 600 étudiants, l'Université Polytechnique de Gitega (UPG) qui accueille environ 1557 étudiants, l'Institut Supérieur Médical de Gitega (ISMG) qui accueille environ 940 étudiants et l'Université Espoir d'Afrique qui accueille environ 207 étudiants. En tout c'est environ 3304 étudiants en 2017.

❖ Les équipements administratifs

Depuis sa création en 1912, la vocation de ville avait été définie comme capitale administrative du pays. Mais la matérialisation de cela n'a été effective que depuis trois décennies environ avec la tentative d'installation de divers Ministères.



C'est ainsi qu'une cité administrative a été construite au début des années 1980, dans l'optique de transfert de la capitale. Aujourd'hui, elle accueille des Directions Générales du MINAGRIE, ainsi que quelques structures de niveau national comme IGEBU, OBPE, ONCCS etc.....

Vue du bureau provincial de Gitega

L'option de transfert de la capitale est mise puisque des projets sont annoncés avec des sites déjà identifiés : les sièges du Sénat et de l'Assemblée Nationale (8ha à Nyabututsi) et une nouvelle cité administrative sur le site de Zege.

❖ Les équipements sportifs :

Deux stades de football avec des niveaux d'aménagement relativement correct au regard de la taille de la ville sont en cours d'aménagement avec des normes standards. D'autres terrains de football existent surtout au niveau des écoles secondaires. Le problème est le manque des terrains des jeux de hand Ball, volley Ball, basket ball et net ball qui se jouent sur un seul terrain, d'où la nécessité d'en construire d'autres au centre urbain et si possible au centra vétérinaire de Gitega.

Du point de vue géographique, il apparaît que tous ces équipements sont regroupés dans quatre quartiers (Musinzira, Nyabututsi, Mushasha et Rango). De ce point de vue, la situation apparaît moins satisfaisante puisque de nombreux jeunes ne trouvent pas des terrains pour s'épanouir (quartiers magarama, yoba,).



Vue des terrains de volleyball et basketball de Gitega

I.3. Le constat

L'évolution de la population pour les quinze années à venir va faire doubler la population de la ville et il faudrait préparer les espaces nécessaires pour accueillir cette population additionnelle et les équiper en conséquence.

L'habitat dans la ville reste dominé par la maison individuelle caractéristique de la population rurale et l'habitat collectif représentatif du milieu urbain et qui offre une bonne densité et évite le gaspillage de terrain est quasi inexistant sauf les quelques blocs au quartier SHATANYA.

L'équipement du logement s'améliore, mais reste insuffisant au niveau de l'alimentation en eau et électricité et surtout l'évacuation des eaux usées en l'absence d'un réseau d'assainissement. Les services publics au niveau du logement (ramassage des ordures, éclairage public, desserte par une voie carrossable) sont quasi inexistantes montrant les faibles moyens de la Commune qui ne lui permettent pas de répondre aux besoins essentiels de sa population.

Pour les infrastructures, la voirie primaire qui traverse la ville est entièrement revêtue et en bon état mis à part quelques tronçons en état passable. La voirie secondaire et tertiaire est généralement non revêtue avec des tronçons carrossables et d'autres en piste. La voirie revêtue ne représente que 19% de l'ensemble.

Concernant les équipements, la ville de Gitega se distingue par la concentration en son sein **des équipements éducatifs et de santé** qui desservent toute la Province et la région.

II. LA PLANIFICATION URBAINE ET ORIENTATION STRATEGIQUE

II.1. La planification urbaine

Il faut une ville compacte et résiliente, une ville durable, économe en terres et adaptée à son environnement. Une des clefs pour réussir à bâtir une ville résiliente et compacte est la gestion à long terme des réserves foncières. Il faut que les villes s'urbanisent en tenant compte des éléments naturels à préserver dans tout le processus d'urbanisation.

Une ville inclusive : Il faut que les habitants trouvent dans la ville les moyens de leur développement personnel. Il s'agit des services essentiels comme l'eau, l'assainissement, l'électricité, les écoles, les terrains de jeux,.....L'eau, l'assainissement, l'éducation et la santé sont à garantir pour toute la population qui s'installe en ville.

Il faut développer un urbanisme social avec un traitement équitable de tous les quartiers en matière d'accès à la ville et de partage de l'espace public. Le constant est que l'écart se fait remarquer entre le centre de la ville et les quartiers périphériques, largement sous équipés.

Une ville productive : Une ville sans activité économique est une ville morte, sous perfusion. C'est un grand défi à relever pour notre ville de Gitega. Plusieurs atouts sont là en matière de développement économique : Le commerce (fonction première des villes), l'économie résidentielle (les urbains consomment des services qu'il faut encourager et favoriser), l'administration, l'industrie agro-alimentaire,....

L'insécurité foncière et juridique est un frein majeur au développement économique. D'où il faut améliorer le recensement foncier afin de fournir une sécurité foncière optimale aux investisseurs.

Il faut offrir aux futurs investisseurs des infrastructures de qualité notamment l'électricité, l'eau, les TIC qui sont indispensables aujourd'hui.

Une ville touristique : Elle doit disposer des infrastructures et endroits bien aménagés qui attireraient les touristes. A côté de ceux qui existent déjà, il faut penser à l'approvisionnement facile pour divers produits autour des sites touristiques.

Une ville autonome : Elle doit disposer des moyens de ses ambitions. Elle doit être capable de gérer son patrimoine et de financer sa croissance.

Trois grands domaines de l'autonomie de ville sont à distinguer :

- a) **Les finances locales** qui impliquent une meilleure mobilisation des ressources locales (fiscalité et taxes)
- b) **Le foncier.** Les villes doivent anticiper leur croissance spatiale en contrôlant l'usage des terres et en produisant des parcelles viabilisées en nombre suffisant pour répondre à la demande
- c) **La gestion urbaine.** La qualité de l'administration des villes qui est l'une des conditions de leur développement.

II.2. Orientations stratégiques

Tableau 5 : Orientations stratégiques

On propose 5 orientations stratégiques qui se déclineront de manière opérationnelle

N°	Orientations	Actions
1.	Limiter les risques environnementaux en préservant les zones inconstructibles	Ne pas urbaniser les fortes pentes et les zones inondables
		Protéger les espaces naturels remarquables
		Protéger les zones à fort potentiel agricole
2.	Programmer l'expansion des villes en urbanisant des zones prioritaires	Urbaniser des interstices
		Conforter les pôles d'urbanisation existants
		Privilégier les terrains plats sans valeur agricole
3.	Développer la mobilité et aménagement d'un réseau de transport adapté	Développer un réseau de voirie primaire cohérent et adapté
		Développer les liaisons douces
4.	Favoriser la compacité de la ville	Réduire la taille des parcelles
		Construire en hauteur
		Eviter les extensions « en doigts de gants »
		Eviter les extensions des quartiers informels
		Envisager la réduction des emprises des équipements
5.	Renforcer les fonctions de la ville dans l'armature urbaine nationale	Favoriser l'accueil d'emprises et activités
		Améliorer les équipements marchands et les infrastructures économiques

Une des clefs de la planification urbaine est la capacité des autorités locales et nationales d'appliquer des principes opérationnels en matière de lotissement.

La pratique de lotissement doit répondre aux enjeux suivants :

- ❖ Hiérarchiser la voirie ;
- ❖ Permettre la meilleure utilisation du sol possible ;
- ❖ Prévoir le schéma de drainage primaire ;
- ❖ Préserver le couvert végétal ;
- ❖ Regrouper les équipements ;
- ❖ Prévoir les espaces publics.

III. EVALUATION DES BESOINS A L'HORIZON 2030

III.1. Besoins à l'horizon 2030

a) Programmation de l'expansion de la ville en urbanisant des zones prioritaires

Gitega s'urbanise aujourd'hui de manière encore fortement non planifiée dans certaines zones. Cette tendance doit être stoppée et l'urbanisation doit être limitée à des zones préalablement identifiées et viabilisées. C'est pourquoi les propositions retiennent quelques grands blocs d'urbanisation.

Nous privilégions notamment l'urbanisation de deux nouvelles zones:

- Au nord de la ville, au nord de la RN12 entre Rukoba et Rutegama;
- Au sud-ouest, dans le prolongement de Nyabututsi ; au sud-est, à l'ouest de la RN8.

Ces zones sont aujourd'hui les seules qui soient à la fois suffisamment vastes, plates et accessibles pour une urbanisation future

b) Développer la mobilité en aménageant un réseau de transport adapté

Les quartiers sont mal reliés entre eux et il en sera de même pour les extensions si rien n'est fait.

Il est proposé 2 nouvelles voies primaires :

- ❖ Une voie qui longerait la zone de densification sud-est, le long des lotissements Bwoga, Karera et Mushasha, permettant d'une part de desservir ces quartiers et, d'autre part, de permettre un contournement de la ville pour les poids-lourds puisqu'elle se brancherait sur la RN2, à l'Ouest et sur RN8 au sud de la ville ; **cette nouvelle voie serait aménagée sur un tracé existant.**
- ❖ Dans le prolongement de cette voie, aménagement d'une branche allant vers le sud pour desservir les zones d'extension au sud de Nyabututsi (RN18).
- ❖ Une route reliant la RN15 à Rukoba de manière à desservir les nouvelles zones d'urbanisation.

c) Favoriser la compacité de la ville

Il est proposé de favoriser autant que possible l'urbanisation des interstices vides dans les quartiers existants et l'urbanisation des espaces libres entre quartiers. De manière à créer un continuum urbain et rentabiliser les équipements et infrastructures.

Cette vaste zone entre Bwoga et Mushasha est identifiée comme zone prioritaire de densification à voire sa proximité au centre-ville et sa topographie.

III.2. Les zones d'extension

III.2.1. Les zones prioritaires d'extension

Les zones prioritaires d'extension à urbaniser sont celles du nord de la ville, afin de profiter de la dynamique d'urbanisation aujourd'hui en cours à zege.

Ce scénario prévoit les 3 grandes zones d'extension :

Phase 1 : Densification des zones autour de la ville actuelle + zege-kabogi

Phase 2: Minagure

Phase 3: Triangle RN15-RN12

Au total ce scénario couvre près de 625 hectares.

Tous les terrains de ce scénario ne sont pas propices à l'aménagement de lotissements.

Ce scénario présente des avantages et contraintes :

Avantages : Profiter des 3 routes nationales pour desservir les zones d'extension (RN2, RN15 et RN12). Profiter du coup-parti de zege urbanisé

Contraintes : Urbanisation de zones à la topographie contraignante voire très contraignante (Triangle RN15-RN12). Présence actuelle d'activités agricoles sur les futures zones de développement. Coût attendu très élevé de viabilisation

III.2.2. La situation de voirie

L'urbanisation des zones d'extension doit se faire à la condition qu'elles soient desservies par une voie primaire. C'est une des conditions pour qu'elles soient attractives pour les futurs urbains.

L'objectif est de constituer une voie de contournement primaire permettant de relier l'ensemble des quartiers entre eux. Aujourd'hui, une partie importante de la ville n'est pas accessible aux véhicules dans de bonnes conditions. Par ailleurs, la création de cette voie de contournement permettrait de désengorger le centre ville en permettant aux camions en transit de ne pas passer par le centre. L'emprise à prévoir pour la voie de contournement sera suffisamment large (environ 60 m) pour éviter des démolitions lors des aménagements futurs en boulevards.

III.2.3. Proposition des différentes liaisons (aménagement des tracés existant)

Tableau 6 : Proposition des différentes liaisons

N°	Liaisons	Observations
1.	Liaison RN2 – Rukoba – RN15	Cette section permet de relier la RN2 à la RN15 en passant par Bwoga 1, Kwibuka et Rukoba. Elle est aujourd'hui empruntée par les véhicules. Pont de rivière karonga est aménagé mais devra être renforcé, au droit de la FABI en mauvais état. Il faut dans la mesure du possible une route à deux bandes (en deux voies) depuis TAMOTEL jusqu'au centre ville.
2	Liaison RN12-RN15 (Mahonda – Rukoba) - RN2	Cette section permet de relier la RN 12 -RN15 à la RN2 en passant par Mahonda et Rukoba jusqu'au Centre de Santé Giheta. Elle est aujourd'hui empruntée par les véhicules mais elle est en mauvais état. Contournement de la ville par les camions poids lourd
2.	Liaison Rukoba – Centre ville	En passant par le quartier Yoba. Cette liaison existe mais doit être réhabilitée
3.	Liaison Séminaire J-Paul II - Nyabututsi - Rango	En passant au droit du Séminaire J-Paul II et en traversant Nyabututsi. Cette liaison permettra de relier l'ensemble des zones d'extension sud de la ville
4.	Liaison Mushasha – Masenga - Bwoga	Cette liaison contourne le lotissement de Nyabisindu par le sud. Elle existe mais son état est très mauvais. Elle permettrait de finaliser le contournement sûr de la ville. Entre Ntsibo et Bwoga 2, pour le franchissement du thalweg, aucune piste n'existe. La construction de cette portion est indispensable, bien que la topographie soit difficile.
5.	Liaison Mushasha - Shatanya	Permettant d'accéder rapidement au centre ville depuis les quartiers sud. Cette liaison existe, le franchissement du thalweg obligera à une reprise de quelques portions.
6.	Liaison Masenga - Nyamugari	Qui permet de relier directement les quartiers sud au centre ville. Cette liaison existe et est aujourd'hui pratiquée. Elle est déjà réhabilitée en carrière.
7.	Liaison Kwibuka – RN2	Cette liaison permettra de desservir les zones d'extension nord de la ville. Une piste existe mais doit être totalement reprise.
8.	Liaison Minagure – Bwoga	Cette liaison permettra de relier les quartiers d'extension nord à la RN2. L'itinéraire existe aujourd'hui mais doit être réhabilité notamment dans la traversée du thalweg.
9.	Liaisons douces centre ville	Les 4 tronçons des piétons proposés permettront de faciliter grandement la mobilité de la population entre les quartiers de la ville actuelle. Pour chacune, le point sensible est la traversée du thalweg de la Nyabugogo. Elles doivent être aménagées pour des traversées piétonnes et deux roues

IV. PROPOSITION DU NOUVEAU PERIMETRE URBAIN

Le périmètre actuel de la ville est caduque. Il est largement débordé au-delà de ses limites, d'où il faut envisager son extension. L'extension programmée de la ville implique l'adoption d'un nouveau périmètre, couvrant l'ensemble des futures zones d'extension.

Les propositions sont inscrites dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Proposition du nouveau périmètre urbain

N°	Localisation	Proposition
1.	Au nord-ouest	croisement RN2/ rivière Nyambeho. Puis, en partant vers l'est, remonter le cours de la rivière Rukungere
2.	Jusqu'à la RN15	Remonter la RN15 200m vers le nord (Route Gitega-Ngozi). Puis à droite le chemin vers Nyamuhogo (village)
3.	Continuer le chemin jusqu'à la RN12	Suivre la piste qui part vers le sud (Route Gitega-Karusi).
4.	Rejoindre le cours de la rivière Mutwenzi vers RN8	Remonter le cours de la rivière vers le sud (vers simba).
5.	Croisement avec la RN8	Descendre le cours de la rivière Nyagihundo vers l'ouest (passage au nord de butte de Gatwaro). Rejoindre le cours de la rivière Mabogwe
6.	Croisement avec la route Sud	Suivre le chemin qui rejoint Mungwa (Route Gitega-mwaro vers Mungwa du côté gihiza). Jusqu'au croisement avec la piste qui. relie Gitega
7.	A Mirehe, embranchement à droite, vers le Nord-Est	Continuer le chemin jusqu'à Mirehe
8.	Jusqu'au cours de la rivière Nyabugogo	
9.	Rejoindre le cours de la rivière Ruvyironza	
10	Remonter le cours de la rivière Nyambeho	Rejoindre la RN2

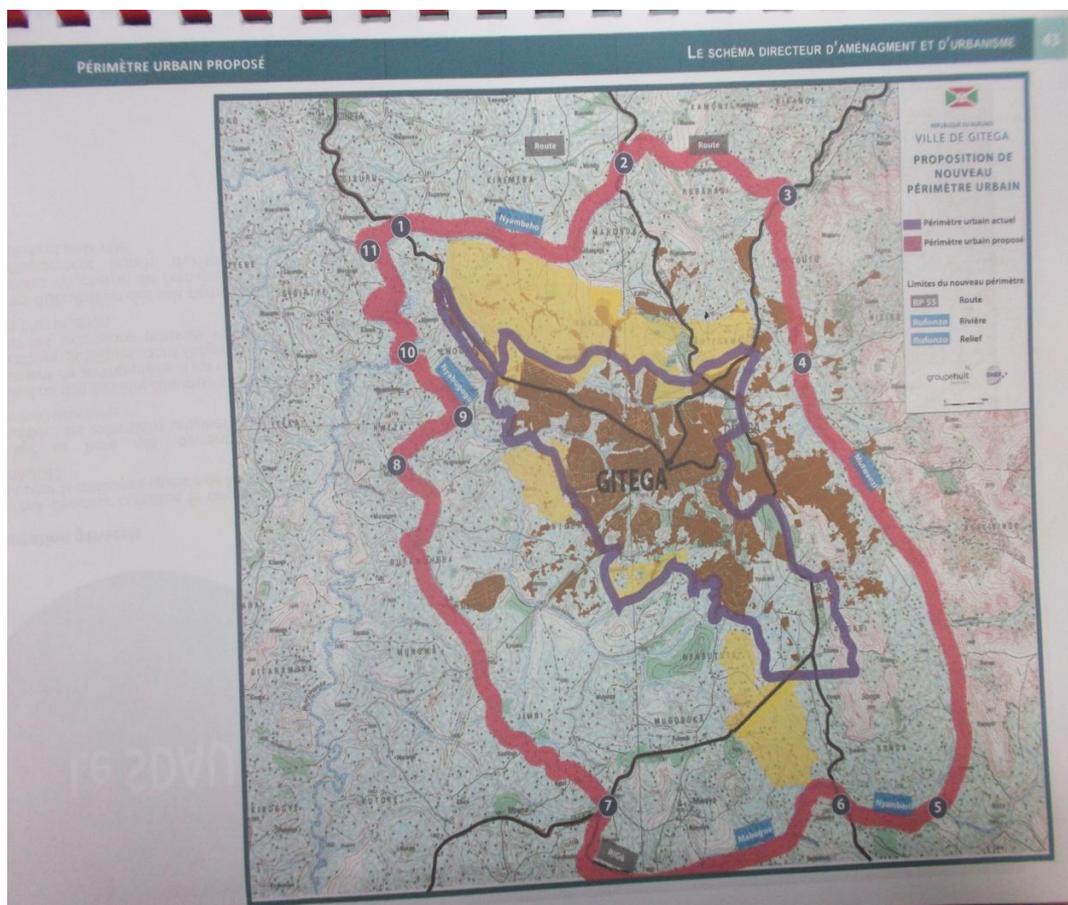


Figure n°2 : Carte qui illustre ces nouvelles limites de la ville

Toutefois, les techniciens pourront voir lors de la matérialisation sur terrain la faisabilité d'agrandir les limites de la nouvelle ville jusqu'à l'endroit appelé communément « kukirato » en commune Giheta comme proposé lors de la validation du présent document.

Grandes actions prioritaires à mener pour cette phase 1:

- ❖ *Actualiser la carte qui illustre ces nouvelles limites de la ville en y incluant les zones qui ne figurent pas sur celles-ci (Par les services de l'IGBU, cadastre,.....).*
- ❖ *Matérialiser cette délimitation sur terrain par les limites physiques sommaires*
- ❖ *Répartir l'affectation prévisionnelle de chaque zone (résidentielle haut et ou moyen standing, résidentielle sociale, commerciale, industrielle, espace vert, infrastructures communautaires comme écoles, terrains de sport, infrastructures touristiques, zone administrative, pastorale, etc...)*
- ❖ *Elaborer un plan d'aménagement de chaque localité et matérialiser les parcelles et la future voirie*
- ❖ *Réglementer déjà toute construction en dure dans le périmètre proposé pour éviter les nouvelles occupations anarchiques*
- ❖ *Montrer les grandes routes qui pourront être construites pour délimiter les nouveaux quartiers qui vont naître*

- ❖ *Orienter la population du milieu rural dans la gestion de leurs parcelles afin d'éviter des constructions ou d'autres réalisations anarchiques*

IV.1. Plan d'aménagement de ce nouveau permettre

Aujourd'hui, la contribution des ménages n'est pas suffisante pour couvrir les coûts de viabilisation. Un effort d'investissement de l'Etat, des communes et des gestionnaires des réseaux (REGIDESO) sera indispensable pour permettre la viabilisation des futures zones à urbaniser.

Au niveau du **suivi des évolutions**, il faut un Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisation (SDAU) pouvant servir de fil conducteur à la politique d'aménagement de la ville. Ce SDAU pourra être révisé ou adapté en fonction de l'évolution du contexte local. Toutefois, les grands principes doivent rester intangibles : localisation des zones prioritaires d'urbanisation et préservation des zones inconstructibles.

Ce Schéma Directeur doit être accessible à tous :

Aux autorités publiques afin de piloter la croissance urbaine et organiser les politiques publiques.

A la population afin de la sensibiliser sur les enjeux de l'aménagement du territoire et leur permettre de comprendre l'utilité et les conséquences du SDAU en termes d'autorisations de construire.

Aux investisseurs privés afin de leur permettre de mieux planifier leurs investissements.

Des réunions régulières d'information permettront de maintenir un bon niveau d'information de tous les acteurs.

Il faut aussi **préserver les zones inconstructibles** et ces derniers doivent être strictement protégés pour éviter tout mitage. Pour ce faire, il est indispensable de mettre en place un suivi d'urbanisation et de matérialiser ces zones : marquage au sol, panneau d'information, campagne de sensibilisation.

V. PREVISION DES GRANDS INVESTISSEMENTS

V.1. Voirie-Circulation-Transport

Le diagnostic a montré que la ville de Gitega dispose d'une bonne connexion puisqu'elle est **le point de départ de 6 routes d'intérêt national et international** pour certaines d'entre elle.

Ces sections de routes d'intérêt national se joignent au niveau de la place centrale de la ville, avec comme principal inconvénient le fait que l'essentiel du trafic finit par transiter par l'hyper-centre de la ville, qui devient un point névralgique.

Par ailleurs, les tracés des voiries structurantes et secondaires laissent apparaître des zones enclavées (Mushasha, Ntobwe et Nyabututsi) qui apparaissent isolées du reste de la ville, puisque les distances à parcourir par les habitants pour atteindre une voie à partir de laquelle ils peuvent emprunter un moyen de transport en commun (voie revêtue, pour l'essentiel) restent relativement importantes (en général plus de 1 km et parfois jusqu'à 2,5 km à Nyabututsi par exemple).

Les actions à mener (deux des cinq orientations) :

- ❖ Programmer l'expansion des villes en raccordant les zones d'extension au reste de la ville
- ❖ Développer la mobilité en permettant à l'habitant le plus éloigné d'être à une distance raisonnable (0,5 km, soit 10 min de marche à pied normale) d'une voirie accessible à un moyen de transport en commun autre que les taxis-motos et taxis-vélos.

Tableau 8 : Programmation du réseau routier à l'horizon 2030

Itinéraire	Caractéristiques/Fonction
Circulaire Ouest-Nord	Liaison Ouest-Nord (RN2-RN15), desserte de la zone d'extension de Rukoba : à partir de la RN2 (Bwoga1) vers RN15
Circulaire Ouest-sud	Liaison Ouest-Sud (RN2-RN8), raccordement des zones urbanisées (isolées) de Karera et Mushasha, dessert zone d'extension de Ntobwe
Accès Nyabututsi urbain	Raccordement de Nyabututsi Urbain (isolé)
Accès Nyabututsi Rural	Raccordement de Nyabututsi Rural
Accès Rukoba	Raccordement de Rukoba au centre ville, et plus loin desserte Kwibuka et Minagure
Accès Sud Mushasha	Raccordement de Mushasha au centre ville
Accès Karera	Raccordement de Karera au centre ville
Traversée Shatanya-Mushasha	Liaison directe avec le marché central, pour les piétons et motocyclistes
Descente Shatanya-Accès Karera	Liaison directe avec le marché central, pour les piétons et les motocyclistes
Traversée Magarama -Karera 2 et 3	Liaison directe avec l'Ouest de la ville, pour les piétons et motocyclistes
Traversée Nyamugari-Karera 2 et 3	Liaison directe avec le centre ville, pour les piétons et motocyclistes

Au Total : Les priorités correspondent à un linéaire de 21,9 km de voiries et 2,7 km de traversées piétonnes structurantes (**Source : SDAU 2014**).

Traversée urbaine des RN2, 8 et 12 : Pour des aménagements, Il faut tenir compte des deux roues et les piétons qui sont de plus en plus en conflit avec les véhicules. Ce traitement sera réalisé au minimum sur les sections suivantes : Sur la **RN2** à partir de Bwoga 1 à l'Ouest jusqu'au centre-ville, sur environ 5,0 km et sur la **RN8** de la limite de l'actuelle zone urbanisée après Rango, jusqu'au centre-ville, sur environ 5,0 km.

Il faut imaginer des équipements venant renforcer la fonction de la ville pour lui permettre d'attirer plus de monde. Il faut viser principalement les zones non encore mise en valeur, de manière à limiter le coût des indemnités.

V.2. Equipements de santé

a) Infrastructure

La capitale politique et la croissance de la ville de GITEGA imposent aussi qu'il faut envisager de construire l'Hôpital de Référence Nationale pour couvrir les besoins en soins spécialisés que la population de la ville aura besoin. Un grand projet de construction d'un Hôpital Universitaire sur le site de Tankoma est prévu, ce qui permettrait de créer la faculté de médecine à Gitega.

Il est indispensable d'envisager un centre de santé public du côté Rango qui pourra être localisé dans le pôle secondaire prévu à Rango afin de couvrir les premiers soins pour les habitants de cette partie de la ville.

La réhabilitation et l'équipement de l'hôpital de Gitega ou même son agrandissement pour accueillir un bon nombre de patients qui va en augmentant avec le temps.

La rénovation du bureau provincial de santé qui est exigü et non clôturé.

La construction du bureau de district sanitaire (BDS) au chef-lieu de Province. Ceci pour faciliter les contacts avec les partenaires techniques et financiers.

b) Santé mentale

Avec le développement des villes, certains phénomènes nouveaux tels que la consommation des drogues, les délinquances, etc., s'accroissent du jour au jour. Ces derniers ne manquent pas d'effets sur la santé mentale des gens. Il faut donc renforcer les capacités des prestataires y affectés et surtout l'équiper et l'agrandir.

c) Hygiène

Il faut envisager la construction des latrines modernes pour éviter l'apparition des épidémies comme le choléra.

V.3. Equipements marchands

D'ici quelques années (2027), le marché central actuel sera insuffisant d'où il faut penser à la construction d'un marché secondaire, des marchés de quartier mettant l'habitant le plus éloigné à pour au plus 1 km. **L'espace marchand de Magarama peut être déménagé pour un autre endroit propice.** Il faut aussi prévoir un marché secondaire à Nyabututsi.

L'abattoir : L'abattoir est pour l'instant largement suffisant pour les besoins de la ville. Mais beaucoup d'abatages sauvages, hors des installations agréées sont observées.

Des besoins complémentaires restent nécessaires comme :

- l'enclos de parcage des animaux
- l'extension des dispositifs de traitement des eaux usées
- la délimitation claire de l'abattoir

A plus long terme, au regard des nuisances que cet équipement génère en terme d'eaux usées mais aussi de parcage des animaux, il faudra le délocaliser dans une zone moins agglomérée.

V.4. Equipements de culture et loisirs

Le seul équipement culturel d'envergure est le Musée. La ville dispose d'un stade de football aux normes pouvant accueillir des compétitions internationales.

a) Culture

Les besoins normaux sont estimés à 1 usager pour 100 habitants. Avec un ratio de 0,7 m² pour 100 habitants. Les besoins globaux seraient de l'ordre de 840 m² (pour 120.000 habitants).

Il faut alors envisager :

- ❖ **La construction d'un centre polyvalent d'une capacité d'environ 3000 à 5000 places et un centre commercial (MALL) au site de Nyabututsi** vers la place où seront construits le Sénat et l'Assemblée Nationale. Ce centre pourra accueillir des conférences nationales et internationales, des différents grands événements (Centre International de Conférence en sigle CIC). Ce centre commercial (MALL) pourra permettre aux visiteurs d'acheter les produits de Gitega;
- ❖ **Agrandir le musée national de Gitega et l'enrichir par les produits artisanaux;**
- ❖ **La Construction d'une piscine municipale;**
- ❖ **L'Aménagement du site de Gishora** pour faciliter ou attirer les touristes (clôture, échoppes, petit bar et restaurant, réhabilitation de la route, aménager le parking,...). Tous ces aménagements vont nécessiter des fonds d'indemnisation. Il faudra intéresser les investisseurs privés pour y arriver.
- ❖ **L'aménagement du site touristique de Kumashuha** (eaux thermales) de Giheta sur la colline Muremera sous forme de piscine;
- ❖ **Identification et valorisation des anciennes infrastructures du centre ville**
- ❖ **Récupération et remise en état du Fort Bomani de Gitega par le Ministère ayant le tourisme dans ses attributions (déménager le cachot installé dans ce bâtiment)**
- ❖ **Aménager le site de l'arbre du centre de Gitega comme site touristique;**
- ❖ **Aménager les espaces verts au centre ville et dans les nouveaux quartiers pour la récréation et les sites de loisir des gens;**
- ❖ **Etc.....**

b) Sport

Un complexe multisport qui pourra accueillir les différents jeux et bénéficiant de marquages pour accueillir, avec du public, également des rencontres de handball, volley-ball, de basket-ball, de tennis et netball. La place proposée **est le site de Nyabututsi** vers la place où seront construits le Sénat et l'Assemblée Nationale.

N.B. La construction d'un terrain de basketball et volleyball sont prévus au quartier Karera 4. Mais il faut prévoir de tels terrains de sport au nouveau quartier de zege et pourquoi pas dans d'autres quartiers qui n'en ont pas.

- ❖ *Construire un centre sportif universitaire au campus zege comprenant tous les terrains de jeu : FB, VB, BB, HB, NETBALL et Tennis de cours, piste d'athlétisme. Deux terrains par discipline pour accueillir les compétitions nationales et régionales;*
- ❖ *Construire une piscine au même endroit;*
- ❖ *Construire des maisons d'accueil pour les sportifs et autres visiteurs au même site;*
- ❖ *Faire l'éclairage des terrains de jeu se trouvant au centre ville de Gitega*
- ❖ *Sensibiliser l'ouverture d'un magasin de vente du matériel sportif à Gitega;*
- ❖ *Créer un centre de fabrication des ballons de jeu et autre matériel sportif à l'instar de celui créé par une association de Bujumbura avec l'aide du centre de cordonnerie de Giheta.*

V.5. Equipements d'enseignement

La ville de Gitega accueille la Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie (FABI), l'Université Polytechnique de Gitega (UPG), Institut Supérieur Paramédical de Gitega (ISPG), Université Espoir d'Afrique, le Grand Séminaire Jean Paul II, et cela limite l'exode des étudiants vers Bujumbura ou autres Provinces. Il faut :

- ❖ Multiplier les écoles d'enseignements des métiers, d'enseignements techniques ainsi que des Universités et Instituts;
- ❖ Prévoir l'extension de l'UPG en créant les facultés qui étaient prévues dans le plan de l'UPG surtout la médecine, les sciences des technologies agroalimentaires, la faculté d'Hôtellerie et Tourisme;
- ❖ Inciter les particuliers à construire des cités universitaires pour accueillir les étudiants;
- ❖ Réserver des espaces dans tous les nouveaux quartiers pour la construction des écoles;
- ❖ Réserver une journée provinciale de l'enseignement ou toutes les écoles de Gitega vont concourir dans différents domaines sportifs et culturel afin de faire l'état des lieux de l'éducation sportive et culturelle chaque année;
- ❖ Créer un groupe scolaire d'excellence de Gitega, où les enfants partent du fondamental et terminent à l'université avec un encadrement soutenu;
- ❖ Créer une usine de fabrication des cahiers et autre matériel scolaire;
- ❖ Créer un magasin de vente des uniformes scolaires et autre matériel scolaire.

V.6. Equipements administratifs

Sur la colline de zege, il faut prévoir un espace pour la construction des bâtiments administratifs. L'espace du côté Cours d'Appel, la zone actuelle de l'aérodrome et côté Nyarubabi à Nyabututsi pourra également être identifié pour abriter de tels bâtiments, surtout que la ville accueillira des bâtiments ministériels.

V.7. Localisation du cimetière

Le cimetière de Mushasha est le seul pour le moment aménagé et il est très urgent d'en trouver un autre espace réservée pour le cimetière. Le site de Nyarubabi à Nyabututsi a été identifié pour cet effet (Environ 20ha).

VI. ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DES SITES

Sont regroupées sous cette thématique, les préoccupations liées à l'évacuation des eaux pluviales, l'élimination des eaux usées et des ordures ménagères, la lutte contre l'érosion, le couvert végétal, lutte contre l'exploitation illégale des matériaux locaux de construction (moellons, sables, argiles, etc), ainsi que la lutte contre le bruit et la pollution de l'air.

VI.1. Eaux pluviales

Les réseaux naturels jouent le rôle d'exutoire. Les interventions concerneront principalement les réseaux tertiaires le long des voies, pour faciliter les écoulements et limiter l'érosion. Il faut faire attention lors des constructions des routes comme pavages et autres pour conduire des eaux pluviales jusque dans les marais avec une vitesse modérée.

Il faut envisager de construire des fosses de retenue de ces eaux pluviales et des zones de jardins potagers en aval.

Il faut planter des arbres dans les bords fonds pour diminuer la vitesse d'eau. Chaque habitation ou parcelle doit avoir un puisard à accueillir l'eau pluviale (Cfr code de l'urbanisme et code de l'eau).

Il faut également encourager les ménages à gérer de façon durable l'eau des pluies en pratiquant la collecte des eaux pluviales pour les utilisations ménagères (toilettes, lavage,).

VI.2. Eaux usées des ménages

La ville de Gitega dispose d'un système d'assainissement collectif au quartier Shatanya seulement, comprenant un réseau d'évacuation et une station d'épuration, par fosses septiques et filtres bactériens, comprenant six unités de traitement identiques.

- ❖ Il faut privilégier un système d'évacuation individuelle
- ❖ Il faut respecter les zones de protection des sources d'eau aménagées
- ❖ Il faut prendre des mesures (démolir ou fermer) des sources aménagées qui sont polluées comme la source de CNAR, Q Nyamugari et Shatanya (amazi ya rusengo) et veiller à ce qu'il y est des robinets d'eau potable en ces endroits.

VI.3. Eaux usées industrielles

Cette quantité est insignifiante et ne concerne que quelques unités de production. Aucun dispositif d'assainissement collectif des eaux usées industrielles n'étant prévu, il sera impératif que les unités industrielles à implanter soient dotées d'un dispositif d'assainissement interne agréé.

La principale mesure sera d'éviter la mixité entre habitations et industries, ce qui se fera à travers le zoning qui dégage une affectation claire des sols. Les entreprises vont prendre également des mesures de prétraitement avant rejet dans la nature. Il faudra prévoir une station d'épuration des déchets liquides.

VI.4. Ordures ménagères

La gestion des déchets solides reste problématique dans la ville de Gitega. Il n'y a ni système de collecte ni système de traitement y relatif.

Pour une population attendue entre 140 000 et 150 000 habitants, et sur une base moyenne de 0,5kg/hab/jr, il est attendu une production quotidienne comprise entre 70 et 75 tonnes, ce qui correspond à une quantité cumulée de déchets solides comprise entre 100 000 tonnes et 110 000 tonnes sur la période de 2017 -2020.

Le principal enjeu est la localisation de la décharge avec une superficie suffisante, pour accueillir un tel volume de déchets tout en réduisant les distances de transport. La commune Gitega a déjà identifié un terrain de 4,65 ha sur la colline Mahonda qui devrait servir comme décharge. Des mesures d'affectation de ce terrain sont en cours. Ce terrain se trouve à une distance de plus ou moins 5 km du centre ville de Gitega (non loin de la RN15, en direction de Ngozi).

En plus il faudra installer un système de tri des déchets organiques, biodégradables, déchets valorisables/recyclables (métaux et plastiques) et les résidus qui sont essentiellement des déchets inertes non biodégradables et non réutilisables.

Les déchets organiques sont compostés sur place à la décharge (besoin minimum de 0,3 ha à cet effet), les déchets plastiques et métalliques sont revendus aux entreprises qui font le recyclage (situées à Bujumbura) et les résidus sont enfouis en décharge.

N.B : Comme la ville grandit rapidement, il faut prévoir une autre zone de décharge du côté Mweya, Simba ou Bungere par exemple et organiser le système de collecte de ces ordures dans chaque quartier. Il faut sensibiliser les ménages pour :

- 1) Contribution des frais y relatif et confier cette activités aux privés ou aux entreprises;
- 2) Adoption des kitchen garden pour rentabiliser les déchets organiques.

VI.5. Lutte contre l'érosion

La ville de Gitega présente un grand risque d'érosion du fait de sa topographie collinaire dans une zone où les précipitations annuelles dépassent 1100 mm en moyenne. D'où les aménagements agricoles ou urbains doivent en tenir compte. Pour cela, les actions suivantes sont à mettre en œuvre :

- La voirie ne doit pas suivre la ligne de la forte pente et les caniveaux doivent être bien dimensionnés avec des brise-pente pour réduire la vitesse d'écoulement, ce qui favorisera leur durabilité;
- Il est souhaitable de prévoir des collecteurs d'eau pluviale jusqu'au niveau des marais et des bas-fonds pour éviter le ravinement;
- Aménager des fossés d'infiltration sur tous les versants pour assurer la conservation de l'eau;
- Chaque sommet de colline (ntobwe, rango, songa, cene, higiro, zege, mungwa, rukoba, etc.) doit être chapeauté par une végétation protégée pour faciliter l'infiltration et freiner l'écoulement;
- Les fortes pentes doivent être végétalisées pour éviter les éboulements et glissements de terrain.

VI.6. Couvert végétal

Le couvert végétal dans une ville ne concerne pas seulement les espaces verts, mais aussi le long de la voirie et dans chaque parcelle. Ainsi il faudra prévoir :

- Des parcs urbains;
- Des espaces verts;
- Des bandes végétales entre les lots (ilots lotis) et les voies;
- Au moins deux arbres (fruitier de préférence) pour chaque parcelle;
- Plantation d'arbres sur les fortes pentes.

VI.7. Exploitation des matériaux locaux de construction

Cette activité, si elle n'est pas bien encadrée par les spécialistes de l'environnement, elle risque de compromettre le développement durable de la ville qu'elle est sensée construire. Elle se remarque surtout dans les marais de Mutwenzi, Nyambeho, Nyabuhira, Mabogwe, Ruvyironza pour le sable, l'argile et le gravier; sur les hauteurs Karera, Songa, Rutonde, Rango....pour les pierres et latérites, etc.

VII. AMELIORATION DE L'IMAGE DE LA VILLE DE GITEGA

VII.1. Infrastructures routières

Les quartiers sont mal reliés entre eux et il en sera de même pour les extensions si rien n'est fait. Il faut alors développer la mobilité en aménageant un réseau de transport adapté. Des nouvelles voies sont proposées dans le document.

Un contournement de la ville pour desservir les quartiers Bwoga, Karera et Mushasha et d'autre part pour des poids-lourds puisqu'elle se brancherait sur la RN2 à l'Ouest et sur la RN8 au sud de la ville (**cette nouvelle voie serait aménagée dans la mesure du possible sur un tracé existant**). L'emprise à prévoir pour la voie de contournement sera suffisamment large (environ 60 m) pour éviter des démolitions lors des aménagements futurs en boulevards.

Itinéraire	Caractéristiques/Fonction	Points particuliers
Circulaire Ouest-Nord	Liaison Ouest-Nord (RN2-RN15), desserte de la zone d'extension de Rukoba : à partir de la RN2 (Bwoga 1) vers RN15	Traversée talweg karonga jusqu'à Rukoba Contournement Rukoba vers RN15, en passant par l'ISA
Circulaire Ouest-sud	Liaison Ouest-Sud (RN2-RN8), raccordement des zones urbanisées (isolées) de Karera et Mushasha, dessert zone d'extension de Ntobwe	Rango - Mushasha - Ntobwe - Karera – Bwoga 2
Accès Nyabututsi urbain	Raccordement de Nyabututsi Urbain (isolé)	Jusqu'à limite talweg
Accès Nyabututsi Rural	Raccordement de Nyabututsi Rural	Raccordement RN8
Accès Rukoba	Raccordement de Rukoba au centre ville, et plus loin desserte Kwibuka et Minagure	Zone urbanisée (Rukoba)
Accès Sud Mushasha	Raccordement de Mushasha au centre ville	Zone urbanisée (Mushasha)
Accès Karera	Raccordement de Karera au centre ville	Zone urbanisée (Karera)
Traversée Shatanya-Mushasha	Liaison directe avec le marché central, pour les piétons et motocyclistes	Valée large, cours d'eau, fortes pentes
Descente Shatanya-Accès Karera	Liaison directe avec le marché central, pour les piétons et les motocyclistes	Forte pente
Traversée Magarama - Karera 2 et 3	Liaison directe avec l'Ouest de la ville, pour les piétons et motocyclistes	Valée large, cours d'eau, fortes pentes
Traversée Nyamugari-Karera 2 et 3	Liaison directe avec le centre ville, pour les piétons et motocyclistes	Valée large, cours d'eau, fortes pentes

Dans le cadre de favoriser la compacité de la ville, la vaste zone entre Bwoga et Mushasha est identifié comme zone prioritaire de densification à voire sa proximité au centre-ville et sa topographie.

VII.2. Bâtiments vieux de l'époque coloniale

Ces vieilles maisons ou magasins qui datent de l'époque coloniale sont à remplacer par des infrastructures qui répondent aux normes d'aujourd'hui et qui sont capables de défendre l'image de la capitale politique du pays.



Vue de certains magasins vieux du centre ville de Gitega

La procédure proposée pour y arriver est la suivante:

- ❖ Inventorier ces vieux bâtiments et faire leur marquage;
- ❖ Organiser des séances de sensibilisation aux concernés;
- ❖ Donner un délai de grâce aux propriétaires d'au moins une année pour des nouvelles constructions suivant les normes exigés par l'urbanisme;
- ❖ Sensibiliser les gens pour qu'ils puissent construire en hauteur.

Au cas contraire, l'Administration doit prévoir des mesures contraignantes notamment la fermeture et les amendes. Sensibiliser les propriétaires sans ou peu de moyens de les vendre ou s'associer à ceux qui ont plus de moyens financiers. A cet effet, il faudra interroger le code foncier et le règlement de l'urbanisme afin d'appliquer ce que prévoit la loi ou faire un plaidoyer et lobbying pour adapter la loi au consensus issus des ateliers de réflexion.

Il faut également sensibiliser les habitants des vieux quartiers comme Nyamugari, Magarama et Yoba surtout pour qu'ils puissent renouveler ou réhabiliter leurs habitations afin de se conformer aux normes des villes. Ils peuvent penser à les remplacer par des bâtiments en hauteur afin de gagner plus d'espace pour la génération future.



Vue de certaines constructions en hauteur au centre ville de Gitega

VII.3. Embellissement ou aménagement de la ville de Gitega

La ville de Gitega a besoin d'un environnement propre, bien aménagé pour la ville. Des actions conséquentes doivent être menées pour changer l'image de la ville.

N°	Projet	Action à mener / Actions proposées
1.	Infrastructures routières	Aménager des voies de contournement de la ville de Gitega
		Aménager des nouvelles voies proposées dans le document pour avoir un réseau de transport adapté
		Aménager un parking unique à Gitega pour tous les axes (à zege place du marché du bétail) et prévoir des bâtiments aux alentours qui traduisent l'image recherchée de la ville
2.	Vieux magasins et maisons	Reconstruction de ces vieux magasins et maisons en privilégiant la construction en hauteur (urgence)
3.	Ville verte	Planter des arbres et des fleurs ornementales, du gazon et arbres fruitiers devant les maisons et tout au long des routes (Obligation pour chaque ménage et service) N.B. Les services techniques habilités pourront nous indiquer des types d'arbres et fleurs à planter
		Planter des arbres et fleurs ornementales tout au long des routes au Centre ville
		Planter des arbres forestiers et agro forestiers tout au long des routes qui mènent des communes vers la ville
		Aménager des espaces verts au moins un dans chaque nouveau quartier et partout où c'est encore possible dans chaque quartier notamment la place qui représente le centre du pays
4.	Hygiène et assainissement	Installer des poubelles publiques dans certains endroits publics et instaurer le système de vidange (séparer les bio et non biodégradables)
		Bien gérer et rentabiliser les eaux pluviales de la ville
		Collecter et gérer les ordures ménagères par les services municipaux avec la participation des ménages (Frais de cotisation des ménages)
		Le service municipal doit prévoir des gens chargés de faire l'hygiène sur les lieux publics
		Eduquer des gens pour ne pas souiller les lieux publics (pisser, jeter des papiers et autres déchets)
Poursuivre le programme de multiplication des toilettes publiques		

		Organiser beaucoup de séances de sensibilisations pour l'hygiène des lieux et corporelle
		Lutter contre la pratique de mendicité et surtout la pratique du Vendredi
		Sensibiliser les gens à porter des souliers
5.	Eclairage de la ville/ ville de lumière	Sensibiliser et obliger les ménages et services publics ou privés à installer des lampes veilleuses pour l'éclairage public (obligation sans aucune exception)
		Prévoir l'éclairage public dans certains endroits publics (plaques solaires par exemple) par le service municipal pour renforcer la sécurité.
6.	Système de transport en ville	Instaurer le système de transport en commun en ville (voitures et bus), si possible leur accorder certaines facilités comme des sponsors au premier temps pour les encourager pendant une certaine période.
		Instaurer un système de taxi-voiture avec compteur pour mettre à l'aise les clients et les touristes.
		Les taxis vélos et motos doivent avoir leurs propres parkings en ville suivant les itinéraires ou axes
		Instaurer le système de port des uniformes pour les taxis vélo et moto pour leurs identifications et propreté
		Bien réglementer le système d'installation des pancartes et respecter les normes
		Installer les panneaux de signalisation routière pour orienter les conducteurs afin d'éviter des accidents (surtout des sens uniques)
		Promouvoir la propreté et la discipline des chauffeurs et des convoyeurs, ce qui leur permettra d'attirer les passagers.
7.	Equipements industriels et autres	Aménager le quartier industriel du côté nord de la ville (Gisagara, Rutegama ou Mutwenzi) et cela pourra permettre de déménager les équipements industriels vers cet endroit.
		Délocaliser le marché de Magarama vers un autre endroit qui ne présente pas des dangers publics comme par exemple vers « Kuwankana ».
		Déménagement du garage qui se trouve en dessous de l'Hôtel Helena ou le moderniser et tous les ateliers (garages, décortiqueuses, moulins, menuiseries, soudure) dispersés dans les quartiers sans systèmes autonome de propreté et d'isolation sonore
		Réserver la place de l'ancien marché à un équipement de visibilité qui reflète réellement l'image de la capitale politique de GITEGA

VIII. PLAN D'URBANISATION DES COMMUNES

Dans le futur, avec la venue de la capitale politique à Gitega, les communes surtout environnantes de la mairie pourront vite devenir des quartiers de la capitale politique notamment la commune Giheta et Makebuko. D'où les communes doivent se préparer en conséquence sur tous les points de vue notamment des plans d'urbanisation, plans d'assainissements etc..... Quelques propositions sont formulées dans ce document et sont les suivantes :

VIII.1. Infrastructures

a) Aménagement des voiries, pistes, maisons et magasins

Les communes doivent avoir au moins des petits plans d'urbanisation via les Conseils Communaux et ces plans pourront diminuer des constructions anarchiques. Les communes doivent également prévoir des extensions et des délimitations des espaces réservées aux maisons en dures et selon leur usage :

- Zone artisanale (moulin, décortiqueuses, atelier de soudure ou de menuiserie)
- Zone résidentielle (haut standing, moyen standing, social)
- Zone touristique (emplacement actuel et futur des hôtels, guests, maisons de passage, salles de conférence ou de loisir avec toutes les annexes)
- Ecoles et autres centres de formation, terrains de jeux, espaces verts
- Zones commerciales (extension du marché, emplacement des magasins et boutiques, emplacement des étables pour les éleveurs vivant dans ces centres)

Le Chef d'Antenne d'urbanisme Centre-Est est disponible pour aider les communes qui n'ont pas ces compétences. Il faut qu'il y soit l'aménagement des routes et pistes de dessertes et faire des lotissements là où c'est possible.

b) Constructions

Les communes doivent construire de belles maisons (solides et de qualités) en remplacement des maisons ou magasins en briques adobes qui se trouvent tout au long des routes (autour des axes principales comme les RN2, RN8, RN15, RN18, RN16 et RN13).

Il faut encourager la construction des maisons en matériaux durables. **Zéro maison en brique adobe tout au long des routes revêtues et routes primaires (sous forme des villages communaux et un standing minimum est à fixer pour les maisons à construire à une certaine distance minimale à partir de la route).**

VIII.2. Amélioration de l'image des chefs lieu des communes

N°	Projet	Action à mener / Actions proposées
1.	Extension des centres	Elaborer de manière participative les plans d'extension de centres communaux et les mettre en œuvre
2.	Vieux magasins ou maisons	Reconstruction de ces maisons et magasins
3.	Centres verts	Planter des arbres et des fleurs ornementales, des arbres fruitiers au chef lieu des communes et tout au long de certaines routes
		Planter des arbres forestiers et agro forestiers tout au long des routes qui mènent des collines vers la Commune
		Chaque ménage ou service doit planter des arbres et des fleurs ornementales, du gazon ou arbres fruitiers devant les maisons et bureaux
		Aménager des espaces verts dans des endroits où c'est possible au chef lieu des communes ou tout au long des routes primaires (routes macadamisées).
4.	Hygiène et assainissement	Installer des poubelles publiques au chef lieu de la commune et dans certains endroits publics et instaurer le système de vidange
		Bien gérer et rentabiliser les eaux pluviales au chef lieu de la commune
		Le service communal doit prévoir des gens chargés de faire l'hygiène sur les lieux publics
		Le service communal doit veiller à l'hygiène dans des restaurants et cabarets au cas contraire les fermer
		Eduquer des gens pour ne pas souiller les lieux publics (pisser, jeter des papiers et autres déchets)
		Multiplier des toilettes publiques dans les lieux de rassemblements
		Organiser beaucoup de séances de sensibilisations pour l'hygiène des lieux et corporelle
5.	Eclairage des centres	Sensibiliser et obliger les ménages et services publics ou privés à installer des lampes veilleuses pour l'éclairage public
		Eclairer certains endroits publics (plaques solaires) par le service communal en collaboration avec les Usagers de ces endroits pour renforcer la sécurité nocturne, diminuer des cas de vols ou autres pratiques qui tuent nos valeurs
6.	Parkings communaux	Aménagement des parkings dans les communes où cela c'est possible pour bien localiser des endroits où les passagers attendent les bus ou voitures
7.	Système de transport	Les taxis vélos et motos doivent porter des uniformes et être propre

IX. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

IX.1. Introduction

Le secteur privé est un secteur clé à soutenir pour le développement de la Province qui se prépare à accueillir la capitale politique et de cela dans tous les secteurs économiques du pays. La seule stratégie est d'attirer les investisseurs avec quelques facilités. C'est pourquoi, il est indispensable que la Province puisse mettre en place une Stratégie Provinciale de Développement du Secteur Privé (SPDSP), qui sera peut être la fille de la Stratégie Nationale de Développement du Secteur Privé (SNDSP) de 2014. Cette stratégie pourra servir de référence pour l'amélioration du climat des affaires de façon spécifique et le développement du secteur privé. Il faudra alors organiser des réunions de concertation provinciale en vue de recueillir des opinions de diverses personnes au sujet de ce SPDSP. Un des éléments incontournable et difficile à cerner au niveau du secteur privé burundais est la forte dominance du secteur informel. Les autorités font face à un défi majeur pour encourager et attirer les opérateurs économiques de l'informel à intégrer le secteur formel.

IX.2. Caractéristique du secteur privé dans la Province de GITEGA

Ce secteur est caractérisé par un faible nombre d'entreprises (PME) dans le secteur formel et une grande majorité d'opérateurs dans l'informel. Parmi les obstacles, on trouve : les contraintes administratives, le problème d'accès au financement bancaire, le manque d'infrastructures appropriées, le faible niveau du capital humain et la faible qualification de la main d'œuvre. Il est donc important qu'une stratégie soit développée avec la proposition des actions correspondantes aux problèmes existants.

Il est estimé dans le pays que la contribution du secteur informel représenterait 70-80% du PIB. Cette situation représenterait une source d'auto création d'emploi avec les risques qui lui sont propres et un moyen peu couteux pour l'aspirant entrepreneur. Ce secteur informel est principalement constitué de petits commerçants et de petites unités de production artisanale. Des efforts considérables allant dans le sens de la formalisation de ce secteur doivent être effectués pour aboutir à des résultats attendus.

IX.3. Commerce

Les banques et les assurances jouent un rôle primordial dans les activités commerciales (transactions diverses, crédit, investissement), on dénombre 7 banques dans la ville de Gitega: BRB, BCB, BANCOBU, ECOBANK, FINBANK, INTERBANK et B.B.C.I et trois sociétés d'assurances: la SOCABU, SOGEAR et BICOR. La province compte aussi trois institutions de micro finance, 11 bureaux de COOPECS et 11 bureaux postaux. Parmi toutes ces institutions, les natifs ne se sont pas investis pour avoir leurs propres banques ou IMF et pourquoi pas les sociétés d'assurances ou attirer d'autres investisseurs intéressés par secteur.

La position stratégique (au centre du pays) de Gitega doit également l'orienter vers l'implantation des plates formes logistiques qui auront pour missions de stocker les produits manufacturés importés et les redistribuer et ce rôle existe déjà pour les hydrocarbures.

IX.3.1. Aménager une zone de développement économique et Technologique

L'aménagement d'une zone industrielle constituerait un élément important dans la promotion de l'investissement productif, à cette fin les parcelles devraient fournir les services requis (accessibles, connectées aux réseaux de distribution d'eau, d'électricité et de télécommunication fixe).

Les propriétés devront être acquises sous forme de location en temps utile, à un coût de location raisonnable pour ne pas retarder les démarrages des projets et alourdir les coûts d'exploitation qui influent inéluctablement sur les prix de revient du produit.

IX.3.2. Aménagement de port Sec de Gitega

a) Contexte

Le Port de Bujumbura est aujourd'hui un terminal pour les marchandises empruntant les deux corridors (Nord et Central) en plus de ses fonctions portuaires et la gare de Gitega comme un lieu de transit.

La création d'un port sec qui est défini comme un terminal intérieur servant de point de départ, de transit ou d'arrivée des flux de marchandises générés par le commerce international, va permettre au Burundi d'optimiser le système de son approvisionnement.

Le port sec assure des fonctions qui vont au-delà de la simple manutention des conteneurs dans les terminaux, à savoir :

- Le dédouanement;
- L'entreposage temporaire des conteneurs d'un mode à un autre;
- La possibilité de transférer les conteneurs d'un mode à un autre;
- Le dépotage et l'emportage de conteneurs;
- Le groupage des cargaisons;
- L'entretien et la réparation des conteneurs;
- Les parkings des camions et autres véhicules.

Un port sec peut donc permettre au Burundi de rationaliser, rentabiliser et sécuriser le système d'approvisionnement et d'exportation. A cet effet, il doit abriter les administrations et organismes professionnels de la chaîne de transport et de transit (douane, transitaires, opérateurs économiques) au même lieu pour faciliter les opérations de commerce.

A l'exception de la configuration d'un port maritime, toutes les autres activités portuaires s'y déroulent de manière fluide. C'est donc un entrepôt sous douane, un terminal multimodal où peuvent arriver des trains blocs ou des trains routiers ou engins de logistique, décharger ou charger des produits pour d'autres destinations (Plateforme logistique multimodal).

Le site de Gitega présente des atouts suivants :

- Existence d'une gare routière dont certaines fonctions sont déjà disponibles telles que le parking, les Services de douane, etc;
- La centralité géographique de la ville par rapport à tout le territoire du pays;
- La ville de Gitega constitue un point de rencontre de deux corridors de transport (Corridor Nord et Corridor Central);



Exemple d'un Port Sec (Cikarang Dry Port en Indonésie)

b) Activités principales et composantes d'un port sec

Il y aura au moins trois zones dans ce port sec à savoir :

- Zone sous douane :
 - Construction des bâtiments administratifs et entrepôts;
 - Aménagement de la zone de stationnement des véhicules sous douanes, terminal à conteneurs, parc de voitures d'occasion;
- Zone hors douane :
 - Aménagement de la zone hors douane : Halles d'exportation, bâtiments de transitaires, bâtiment de contrôle, entrepôts, parcs de stationnement;
- Zone commerciale :
 - Construction de salles de réunions, motels et restaurants, boutiques et alimentations, guichets de banques et assurances, aménagement de parkings;
 - Hall pour l'exportation des produits agricoles alimentaires.

IX.3.3. Renforcement du partenariat entre le secteur public et le secteur privé (PPP)

La création d'une trilogie dynamique entre l'Administration, promoteur agroindustriel privé et les paysans permettra à terme de sécuriser l'approvisionnement des agro-industries en matières premières à des prix négociés et incitatifs pour les paysans.

L'Administration Provinciale et ses services techniques à travers l'administration locale doit jouer le rôle de modérateur des concertations entre différentes catégories d'acteurs économiques (les investisseurs potentiels, les paysans vendeurs de services, etc.....) afin de stimuler le développement des synergies et de concilier les intérêts divergents liés aux enjeux de développement industriel à travers la promotion des projets d'intérêt Provincial.

Exemple 1 : *Une chaîne de transformation des fruits de l'Association AGAKURA qui n'est pas opérationnelle.*

Exemple 2 : *Des Investisseurs qui peuvent financer la culture de maïs, riz et ses intrants sous contrats avec les agriculteurs.*

IX.3. 4. L'organisation des foires sectorielles et de missions commerciales

L'organisation des foires et des missions commerciales dans les endroits ciblés potentiellement consommateurs de ces produits. Identifier les marchés les plus prometteurs.

IX.4. Hôtellerie et Tourisme

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le tourisme international est aujourd'hui la 4^{ème} source de recettes d'exportation du monde après l'industrie pétrolière, l'industrie automobile et les équipements électroniques. Bien que le tourisme à Province de Gitega ne soit pas encore connu de décollage visible, le potentiel touristique n'en demeure pas moins remarquable.

Les défis à relever dans ce domaine dans la Province de Gitega et les actions prioritaires à mener sont:

	Défis	Action à mener
1.	L'industrie touristique est peu développée dans cette Province, alors qu'elle est florissante dans les pays voisins	Mise en valeur des sites touristiques déjà identifiés comme le sanctuaire des tambourinaires de Gishora et création de nouveaux sites Construction d'un centre international de conférence de Gitega Réserver des espaces adéquats pour porter les infrastructures touristiques (hôtels, bar restaurant, salles de conférence, espaces verts),
2.	La structure organisationnelle du tourisme est à repenser	Regrouper les artisans par catégorie dans un espace suffisant pour faciliter leur encadrement
3.	Le développement des ressources humaines est très faible	Former / perfectionner les ressources humaines dans le domaine de l'hôtellerie et le tourisme
4.	Les statistiques touristiques sont incomplètes et le contrôle presque inexistant	Enregistrer et traiter les données en rapport avec la situation touristique de Gitega
5.	Le programme de marketing est inexistant et le matériel de promotion insuffisant	Installation des panneaux de signalisation partout où c'est nécessaire pour localiser des attractions touristiques Inventorier les sites touristiques existants
6.	L'infrastructure hôtelière est insuffisante, parfois mal conçu, sans normes	Construction d'un hôtel de classe internationale
7.	L'absence de classification hôtelière et touristique (données statistiques)	Développer des statistiques touristiques (classification hôtelière et touristique)
8.	Le tourisme lui-même en tant qu'activité est mal perçu par le planificateur	Sensibiliser le planificateur l'intérêt du tourisme dans la vie de la province

Mais, la Province dispose d'un potentiel touristique très important qui est inexploité. Il faut que notre province puisse avoir sa propre stratégie touristique et hôtelière « Stratégie Provinciale Sectorielle de développement du Tourisme (SPDDT) et cette dernière pourra s'inspirer de la « Stratégie Nationale Sectorielle de développement du Tourisme (SNDDT) » de juillet 2013 et qui est opérationnelle pour une période de 2014-2020.

Dans son contenu, la SNDDT a défini huit zones à vocation touristique qu'il juge particulièrement importantes, le pôle historique de Gitega fait partie. Le musée national, l'ancienne ville et le Bomani, etc.

Parmi les trois projets pilotes identifiés au niveau du pays dans le document SNDDT, la mise en valeur du sanctuaire des tambourinaires de Gishora est retenue.

Parmi les défis à relever, Il faut savoir le nombre d'hôtels, fréquentation hôtelière, le nombre de chambres disponibles et les coûts et savoir communiquer ces informations.

Un hôtel commence à être rentable avec un taux d'occupation de 60%. D'où de tels exercices pourront renseigner si l'investisseur travaille à perte ou pas. L'absence de signalisation constitue également un handicap majeur dans la localisation des attractions touristiques surtout au centre ville de Gitega.

IX.5. L'artisanat

L'artisanat fait partie de l'expression culturelle du Burundi profond en général et de la Province de Gitega en Particulier. Il est caractérisé dans notre Province par la production principalement individuelle et les produits sont dispersés un peu partout dans la province avec de petits ateliers isolés, tous manquant de visibilité sur le marché. Il y a la menuiserie, la vannerie, la poterie, la sculpture du bois, la fabrication des tambours, tressage de sisal, peinture, forge, sculpture en argile etc.....

Cette activité intéresse beaucoup le secteur du tourisme, surtout les hôtels qui peuvent trouver des produits pour le décor authentique de différents espaces de leurs services. Les objets d'art servent aussi de souvenir pour les touristes, mais également d'attrait quand ils sont déposés dans des endroits de fréquentation en créant une ambiance exotique et reposant à la fois.

Le principal défi reste l'identification de tous les artisans pour les regrouper en catégorie et mieux les encadrer. Beaucoup d'entre eux travaillent dans l'informel.

Les Actions prioritaires à mener:

1. Créer et équiper les écoles techniques et centres de formation professionnelle pour les jeunes avec un accent sur les domaines porteurs identifiés comme l'agro-industrie, tourisme et hôtellerie, menuiserie etc.....
2. Travailler avec les centres d'excellence nationaux en matière de formation professionnelle.
3. Utiliser les télévisions et radios communautaires pour renforcer le dialogue public privé (Exemple de la radio communautaire de Giheta qui n'est pas exploité)
4. Création d'un centre International d'exposition artisanale de Gitega
5. Regrouper les artisans par catégorie pour faciliter leur encadrement
6. Chercher un espace suffisant pour ces artisans

X. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-PASTORAL

Du point de vue économique, la population de la province de Gitega tire ses revenus des principales activités liées à la vente des produits agricoles et d'élevage (90%) : (Banane, café, patate douce, manioc, avocat, haricot, maïs, pomme de terre, etc.....).

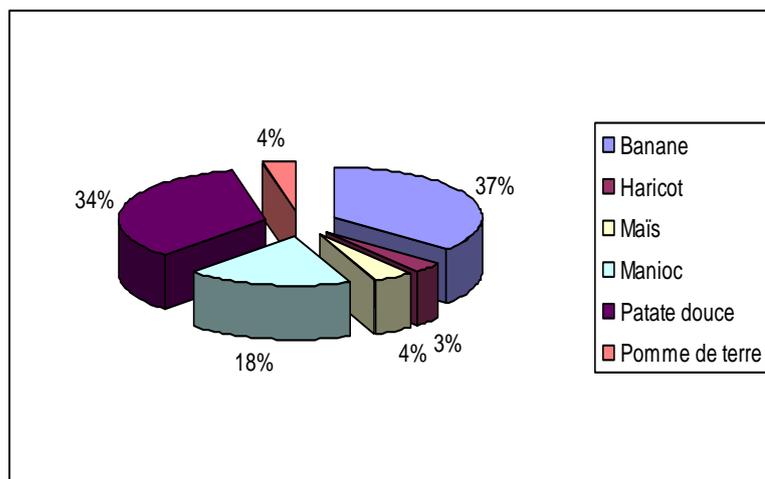
Dans une moyenne de 40 ares de superficie cultivable par ménage en province de Gitega, l'agriculture est caractérisée par des exploitations agricoles familiales de faibles superficies.

La malnutrition sévit dans la province Gitega à cause de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière

X.1. Cultures vivrières

Les cultures vivrières sont souvent en association et/ou en mélange, rarement en monoculture. Les principales cultures vivrières sont la banane, la patate douce, le manioc, le maïs, la pomme de terre et le haricot.

Figure n°3 : Principales cultures vivrières cultivées en Province de Gitega



Source : PPIA GITEGA 2013-2017

Avec l'appui des projets, la culture du riz dans différentes communes se démarque des cultures vivrières vers les cultures de rente. La province de Gitega compte 8 234 ha de marais dont 7 684 ha aménageables. Parmi cette superficie aménageable, 1 081,5 ha déjà aménagés soit 14,07%.

Avec l'augmentation de la population, les producteurs ont progressivement mis en cultures les marais. L'aménagement de marais a permis la culture du riz qui a fortement augmenté depuis les années 1980 avec la mise à disposition de variétés adaptées aux altitudes.

Dans certaines communes comme BUGENDANA, MUTAHO et MAKEBUKO, certaines associations sont déjà structurées en coopératives et sont opérationnelles autour de cette culture avec des hangars communautaires pour la conservation des récoltes. De telles structures restent une porte d'entrée pour arriver au développement agro-pastoral. Même des associations autour d'autres cultures prometteuses (banane, pomme de terre, maïs,...) sont entrain d'être créés dans toutes les communes.

Le défi à relever est également lié à :

- 1) *la disponibilité des intrants agricoles à temps et en quantité suffisante (semences sélectionnées, les engrais chimiques et les produits phytosanitaires et la fumure organique) ;*
- 2) *la vulgarisation et l'adoption des techniques culturales performantes ;*
- 3) *la prise en compte de l'aspect rentabilité qui est un aspect primordial pour perpétuer le capital d'investissement.*

Tableau 9 : Liste des marais aménagés en Province de Gitega

Commune	Nom du marais aménagé	Superficie
Bugendana	Kagogo-Gisumo	91 ha
	Nyamasarwe	74 ha
	Kiganga-Kagoma	82.5 ha
Bukirasazi	Kibuye	36,53 ha
	Gishanga I	39,38 ha
Buraza	Mucunda	150 ha
Giheta	Gasa	14 ha
	Nyamasarwe	60ha
Itaba	Mwaba	19,03 ha
	Shurwe	48 ha
	Nyakidogo	27,29 ha
	Rurembera	20 ha
	Mutukura-Kamirangwe	43,18 ha
Makebuko	Nyagihondo	37,23 ha
	Mavuvu	27,86 ha
	Nyamuswaga	53,30 ha
	Nyakigezi	25,20 ha
Mutaho	Kagoma	198 ha
	Ruguzwe	50 ha
	Nyarubanda	135 ha
TOTAL		1231,5ha

Tableau 10: Localisation des hangars de stockage en Province de GITEGA

Commune	Bugendana	Giheta	Gitega	Itaba	Makebuko	Mutaho	Nyarusange	Ryansoro	Gishubi	Total
Hangars	3	3	2	2	2	2	1	1	1	17

Ces hangars ne sont pas en général exploités par les agriculteurs alors qu'ils sont à leurs dispositions. Il suffit de s'organiser en association ou coopérative pour avoir accès gratuit à ces infrastructures communautaires. D'où une grande sensibilisation s'avère indispensable afin de les encourager à s'associer en association ou coopérative, puis à conserver les récoltes.

De tels structures pourront également résoudre le problème de manque de crédits agricoles car il y a des IMF qui travaillent avec des coopératives et donnent des crédits solidaires agricoles en donnant le stock comme garantie.

X.2. Cultures industrielles

La province Gitega pratique une seule culture industrielle qui est le café. Cette culture connaît une redynamisation suite à l'organisation des caféiculteurs en associations, fédérations et coopératives. Néanmoins, le prix du café est aujourd'hui jugé moins rémunérateur par les caféiculteurs et il bénéficie d'un faible encadrement des caféiculteurs par le service technique et l'administration. La productivité est très faible mais avec un potentiel de quadrupler cette dernière (passer de 0.8 kg à 3.2 kg de cerises par pied). **Le service technique qui est la DPAE doit doubler plus d'effort dans l'encadrement des caféiculteurs.**

X.3. Cultures maraîchères et fruitières

Dans la Province de Gitega, les cultures maraîchères se classent dans trois catégories:

- Les cultures maraîchères qui se consomment sous forme de racines ou de tubercules: carottes, oignons, betteraves
- Les cultures maraîchères qui se consomment sous- forme de feuilles ou fleurs: Choux, poireaux, salades, épinards, amarantes etc.
- Les cultures maraîchères qui se consomment sous forme de fruits : Tomate, aubergine, courge et courgettes

La coopérative de Mutoyi qui, en collaboration avec la population environnante, produit et fournit la clientèle de la Mairie de Bujumbura est un exemple intéressant, prouvant que la population agricole de la Province Gitega a des potentialités inexploitées en matière de création de revenu et d'emploi.

Quant aux cultures fruitières, on rencontre par ordre d'importance les avocatiers, les agrumes, les plumiers du Japon et des maracoudja. Signalons qu'une unité de transformation en huile d'avocat est installée en commune Giheta sur la colline Murayi mais cette dernière connaît un manque criant de matière première. La Province a ainsi beaucoup de potentialités inexploitées de produire et vendre de fruits diversifiés soit au sein de la province, dans la Mairie de Bujumbura et même dans les pays voisins du Burundi.

X.4. Situation de l'élevage

Le secteur de l'élevage joue un triple rôle dans le système d'exploitation agricole de la province:

- Améliorer la qualité de l'alimentation de la population (apport en lipides et protéines);
- Fournir une fumure organique de qualité, indispensable au maintien et à la restauration de la fertilité du sol;
- Apporter de revenus substantiels aux ménages

Le système d'élevage dans la province de Gitega est de type traditionnel extensif intégré dans le système de production agricole. Les races qui dominant sont encore de type local. Cependant, on observe une adoption progressive de la stabulation permanente surtout aux alentours de la ville de Gitega avec des races améliorées. Concernant le petit bétail, on constate qu'il y a une amélioration progressive suite à l'introduction de boucs améliorateurs de races boer pour les caprins, de porcins naisseurs et verrats améliorateurs ainsi que des lapins naisseurs.

Pour les volailles, le Centre de Mutoyi en Commune Bugendana continue de Produire et de diffuser des poussins de race améliorée (pondeuses et viandeuse). Ce centre produit aussi des aliments pour bétail. L'évolution du bétail en province Gitega se présente comme suit jusqu'en 2016.

Tableaux 11 : Situation des bovins et caprins

N°	Animaux	Nbre d'animaux						Total	Stab.Perm.	Mode d'acquisition et Année				Autres
		F		M		T.L	T.A			Gouvernement	Projet/ONG	Personnel	CSC	
		L	A	L	A									
1	Bovins	37206	4980	12213	1972	49419	51952	101371	7505	186	2393	52272	1584	2280
2	Caprins	136353	1026	23564	242	159917	1268	161185	7678	27	3620	153913	1087	1087

L : Race locale et A : Race améliorée

Tableau 12 : Situation des porcs, ovins et poules

N°	Animaux	Nbre d'Animaux		Total	Stab.Perm.	Mode d'acquisition et Année			
		F	M			Gouvernement	Projet/ONG	Personnel	CSC
1	Porcs	40582	11889	52471	81864	3	663	47486	977
2	Ovins	164420	3156	19576	1903	0	0	19533	0
3	Poules	128857	26367	155224	8170	0	0	155230	0

Source : Enquête de la DGE 2016

Dans ce secteur d'élevage, il existe des éleveurs qui se sont structurés en association ou coopératives d'éleveurs notamment ici au centre ville (2 associations) et dans certaines communes qui ont reçue du bétail avec l'appui des partenaires (Mutaho, Bugendana et Buraza). Le cheptel augmente avec le système de Chaîne de Solidarité Communautaire (CSC). La commune de Bugendana dispose d'un centre de collecte de lait géré par une coopérative des éleveurs et des réunions sont tenues régulièrement.

Exemple de la chaîne de Solidarité Communautaire (CSC) d'élevage de porcs dans les Conditions normales

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Porcs	5	10	20	40	80	160	320	640	1280	2560
Ménages	5	10	20	40	80	160	320	640	1280	2560

Montant obtenu pendant 10 ans en FBU : 2560 porcs x 25000 FBU = 64.000.000 FBU

Montant obtenu en moyenne par an : 64.000.000 FBU / 10 ans = 6.400.000 FBU

X.5. Organisation des Producteurs Agricoles (O PA) et coopératives

Ce programme aura comme objectifs de :

- Défendre des intérêts des producteurs à travers la création des organisations faïtières provinciales et régionales fortes à la lumière de ce qui est en cours dans la filière café (Confédération Nationale des Caféculteurs du Burundi (CNAC)). Le modèle coopératif sera encouragé en plus des associations sans but lucratif.
- Amener les producteurs à être plus actifs dans le développement du secteur agricole à travers leurs représentations dans tous les organes de prises de décision.
- Développer un partenariat public/privé et des cadres de dialogue décentralisés

Les producteurs doivent être organisés et leurs capacités renforcées afin de pouvoir défendre leurs propres intérêts face à ceux des autres intervenants du secteur, qui sont souvent concurrentiels aux intérêts des producteurs. Actuellement, les producteurs agricoles sont dans une position de faiblesse et voient souvent le fruit de leurs efforts récoltés par d'autres, surtout dans la commercialisation de leurs productions. Les producteurs individuels ne peuvent pas négocier des prix encourageants et motivants pour leur profession.

Organisés en groupements pré coopératifs forts ou en coopératives, ils ont beaucoup plus de forces et deviennent des partenaires incontournables dans le développement du secteur.

Concrètement, la province Gitega connaît des atouts suivants pour la réussite de ce programme:

- Existence d'une loi régissant les groupements pré- coopératifs
- Existence du Plan Provincial d'Investissement Agricole (PPIA) 2013-2017

Les résultats attendus pour ce programme sont:

- Les OPA sont structurées en organisations faïtières fortes
- Les OPA prennent part aux grandes décisions relatives aux filières
- Les intérêts des producteurs sont sauvegardés
- La promotion des coopératives de production et commercialisation

Les actions prioritaires à mener sont les suivantes :

1. Vulgariser la loi sur les groupements pré- coopératifs ;
2. Structuration des producteurs en associations ou coopératives dans toutes les communes autour des cultures prometteuses ;
3. Renforcement des capacités des producteurs associés en associations ou coopératives sur différents thèmes ;
4. Installation dans toutes les communes des hangars communautaires de stockage
5. Sensibiliser le système d'épargne agricole ;
6. Sensibiliser le système de stockage des récoltes dans des greniers communautaires ;
7. Récupération de l'eau des toits des maisons et autres eaux de ruissellement et des cours d'eaux pour de petites irrigations ;
8. Création de petits centres de formation et d'information agricole dans toutes les communes ;

9. Inciter le secteur privé à investir dans le domaine agricole et surtout en multiplication des semences ;
10. Inciter les privés et les soutenir dans la création de petites unités de transformation des produits agricoles ;
11. Vulgarisation de la culture des champignons comestibles qui ont une valeur protéinique comparable à celle de la viande et leur consommation ;
12. Organiser des foires agricoles communales, puis provinciales passant par les compétitions communales ;
13. Organiser les visites d'échanges d'expérience intercommunaux ;
14. Documenter et vulgariser les pratiques zootechniques les plus rentables et adaptées aux conditions du milieu.

Il faut également continuer des sensibilisations des programmes suivants :

1. Installation des courbes de niveau via le Programme National de Lutte Anti Erosive (PNLAE) ;
2. Installation des jardins potagers et en sacs suivis d'un système d'irrigation ;
3. Production du compost pour augmenter la disponibilité de la fumure organique ;
4. Pratique du petit élevage par chaque ménage (poule, lapin, chèvre ou porc)
5. Pratique d'un champ et un élevage modèle pour chaque responsable à tous les niveaux (obligation de ceux ayant des responsabilités)
6. Lutte contre les maladies ravageuses des plantes et des animaux d'élevage
7. Suivi réguliers de l'entretien des caféiers

XI. COORDINATION DES ONGs, DES SERVICES PUBLICS ET DU SECTEUR PRIVE ET DES ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

L'encadrement de toutes les structures qui œuvrent au niveau de la province est un travail qui demande une synergie et la conscience de tout en chacun. Mais le constant est que des stratégies à tous les niveaux s'avèrent indispensables pour améliorer l'encadrement de ces différents acteurs qui participent dans le développement de la province.

Dans le planning d'activités du cabinet du Gouverneur, il faut intégrer ces activités avec des périodes bien précises et régulières de suivi-évaluation.

XI. Pour la coordination des ONGs

Les ONG, qui jouent un rôle croissant au Burundi en général et en Province de Gitega en particulier en matière de développement rural, définissent leur action en termes d'appui aux initiatives locales, notamment dans le cadre **d'un « partenariat » avec les associations paysannes/communautaires**.

Cependant, on relève fréquemment un décalage important entre discours et pratiques effectives, dans le sens d'une subordination des producteurs. Dans certaines communes, **l'intervention non coordonnée** de certaines ONGs en direction d'organisations paysannes jeunes et peu structurées favorise le **développement de relations ambiguës et asymétriques**.

Les grandes ONGs se posent en interlocuteurs privilégiés des associations de producteurs, leur imposant une tutelle de fait et les producteurs s'efforcent de suivre le plan et programme de ces ONGs.

Des fois, les services publics qui sont supposés faire la coordination des intervenants n'arrivent pas de le faire correctement suite aux différents facteurs non encore maîtrisés. D'où l'administration doit les accompagner pour atteindre de bons résultats.

Actions prioritaires à mener :

1. Améliorer la coordination des intervenants comme les ONGs en instaurant le système d'une planification et une évaluation des performances concertées entre l'administration, services techniques, les ONGs et les bénéficiaires
2. Faire un suivi-évaluation semestriel et annuel de chaque intervenant et les classer en fonction des critères afin de prendre des mesures en fonction des résultats des évaluations

XI.2. Pour la coordination des services publics

Il y a des préalables que chaque responsable de service doit faire et vérifier pour améliorer l'efficacité comme :

1. Faire une planification de service basée sur les résultats dont les indicateurs sont clairement définis et quantifiés
2. Régularité dans la transmission des rapports d'activités (trimestrielle, semestrielle et annuelle) à temps au cabinet du Gouverneur
3. Régularité au service (respect des heures de service)
4. Organiser un système d'évaluation des performances des services suivant leurs plans d'actions ou autres critères qui seront proposés
5. Organiser des descentes dans différents services pour échanges avec le personnel une fois par trimestre par le Cabinet du Gouverneur
8. Etc.....

XI.3. Pour l'encadrement des services du secteur privé

1. Faire un travail d'identification et les regrouper suivant les secteurs
2. Organiser des réunions régulières avec eux des fois tous les secteurs combinés et d'autres fois secteur par secteur (une réunion par semestre)
3. Faire des descentes sur terrain pour s'enquérir de leurs activités, contraintes et solutions proposées
4. Etc.....

XI.4. Pour l'encadrement des associations communautaires ou coopératives

1. Identification des associations et coopératives qui sont fiables (inventaire/cartographie)
2. Organiser des réunions régulières avec les représentants des associations et coopératives, des multiplicateurs des semences, des caféiculteurs, des fois tous les secteurs combinés et d'autres fois secteur par secteur (une réunion par semestre)
3. Faire des descentes sur terrain pour s'enquérir de la fiabilité de leurs activités
4. Etc.....

Ce système de suivi-évaluation régulier pourra les encourager et les permettre de faire quelques pas en avant. De sauver chaque fois ce qu'il y a à sauver car l'autorité sera au courant de leurs situations, de leurs problèmes et des conseils seront promulgués au moment opportun suite à cet encadrement de proximité. Chaque descente ou réunion sera chaque fois sanctionnée par un Procès-verbal.

XII.ENCADREMENT DE LA JEUNESSE

La Province de Gitega compte une population très jeune et le taux de croissance est relativement élevé comme c'est déjà démontré plus haut. A un certain moment, c'est un atout, mais d'autre part cela peut constituer un inconvénient d'autant plus que le taux de chômage augmente par rapport à l'emploi. D'où des stratégies de leurs encadrements s'imposent pour les occuper utilement.

XII.1. Encadrement de la jeunesse scolarisée

Les Actions prioritaires à mener :

1. Encourager les entreprises à développer une politique de stages récurrents pour les jeunes diplômés afin de leur donner un minimum d'expérience professionnelle.
2. Organiser des camps de travail ou travaux communautaires pendant les vacances
3. Organiser des formations extra scolaires pendant les vacances avec des thèmes variés comme la poésie, chansons, agriculture et élevage, santé communautaire, sport, jeux concours, entrepreneuriat, etc.....
4. Organiser des séances d'échanges au moins une fois le trimestre dans chaque commune et suivant les thématiques bien précis
5. Les encourager à pratiquer des petits métiers qui ne demandent pas beaucoup de moyens comme petit élevage, jardins potagers, etc.....
6. Organiser des concours sur la création des plans d'affaires et soutenir les meilleurs

XII.2. Encadrement de la jeunesse non scolarisée

Les Actions prioritaires à mener :

1. Encourager les entreprises ou entrepreneurs à développer une politique de diversification des emplois
2. Organiser des petites formations en entrepreneuriat pour les aider à s'orienter
3. Organiser des séances d'échanges au moins une fois le trimestre dans chaque commune et suivant les thématiques bien précis
4. Les organiser à constituer des épargnes et chaque jeune pour s'acheter un animal pour le petit élevage
5. Organiser des formations en agriculture et élevage
6. Organiser d'une manière régulière des tournois sportifs avec fréquence d'un tournoi chaque année et dans les disciplines variés comme football, volleyball, basketball et l'athlétisme (jeunesse scolarisée ou non)
7. Organiser des formations accélérée de courte durée pour les métiers comme la couture, menuiserie, boulangerie, maçonnerie, mécanique des vélos et motos, etc...

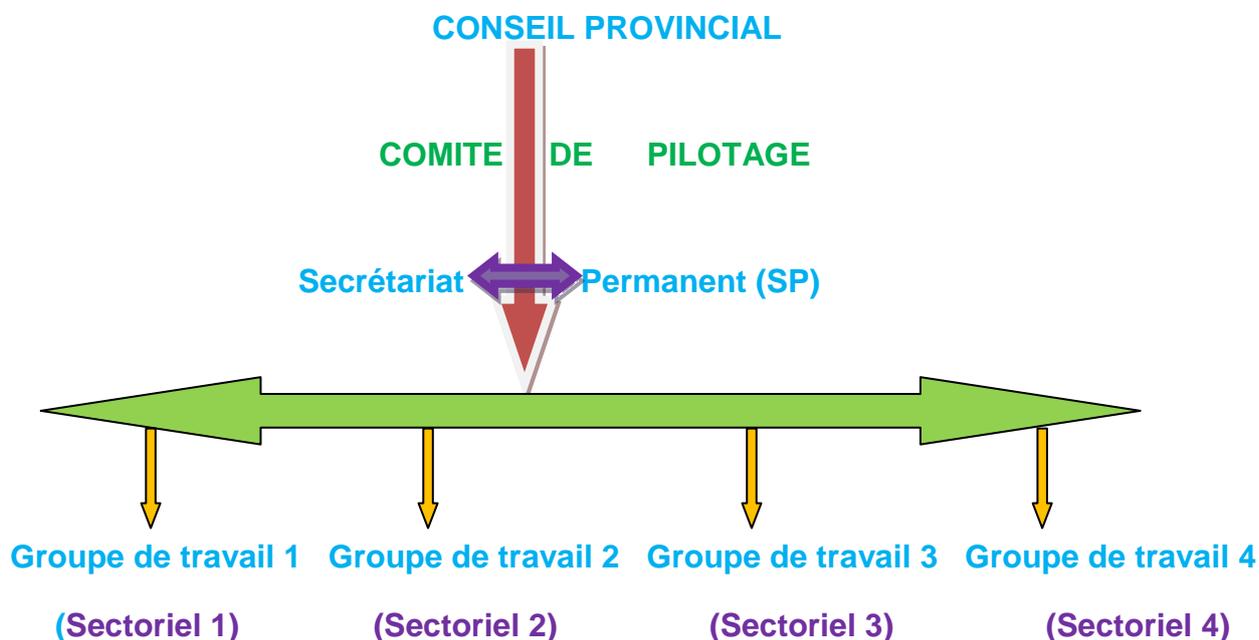
Les orienter dans les filières suivant leurs préférences et chaque groupe ayant suivi la formation pourra se constituer en association ou coopérative pour ouvrir leurs propres ateliers avec un système d'épargnes en étant leurs propres bailleurs.

N.B. Nous sollicitons aux communes d'intégrer dans leurs plans d'actions des projets allant dans le sens de soutenir cette jeunesse (scolarisée ou non) dans les Cinq Cent millions de Francs Burundais (500.000.000 FBU) octroyés par l'Etat au moins cinq pourcent (5%) de ce budget chaque année soit Vingt Cinq Millions de Francs Burundais (25.000.000 FBU).

XIII. LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROGRAMME PROVINCIAL

Ce programme de développement de la province de Gitega est vaste et il faut créer un cadre approprié pour sa mise en œuvre. Un schéma simplifié d'une structure du cadre de sa mise en œuvre est proposé ci-dessous.

XIII.1. Structure du cadre de la mise en œuvre de ce programme



a) Conseil Provincial

Au sommet de cette structure, le Conseil Provincial est proposé et est présidé par le Gouverneur afin de démontrer l'engagement des autorités provinciales et d'assurer le leadership dans la prise des décisions et de la mise en œuvre des actions proposées dans ce cadre.

b) Comité de pilotage

Le comité de pilotage sera l'organe d'exécution de cette structure et aura pour rôle le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de toutes les actions prioritaires proposées.

Ce comité sera présidé par le bureau du cabinet du Gouverneur et les membres seront composés par les Chefs de service des différents secteurs techniques (sectoriels) ainsi que les représentants du secteur privé. Parmi les représentants du secteur privé, il serait souhaitable d'y trouver les Chefs d'entreprises les plus influents dans la province et dans le pays.

La responsabilité de ce comité sera d'assurer que les objectifs fixés par la stratégie sont atteints. Le rôle du comité de pilotage sera de passer en revue tous les rapports techniques et les propositions et par conséquent de prendre des décisions requises. Il est proposé que ce comité puisse se réunir une fois le trimestre et autant de fois que de besoin.

c) Secrétariat Permanent

Le secrétariat Permanent du comité de pilotage est l'élément clé dans la mise en œuvre de la stratégie. Il sera sous la responsabilité du comité de pilotage et agira comme lien entre les différentes structures de la stratégie. Il coordonnera les rapports entre la Province, le secteur privé et les partenaires au développement. Les termes de référence du secrétariat devraient être élaborés par le comité de pilotage mais pourrait comprendre la gestion des programmes, gestion des fonds s'il y en a et les relations avec différents partenaires.

Le personnel du secrétariat permanent devrait se constituer d'un responsable et responsable adjoint avec 4 techniciens au moins qui travaillent sous un contrat et sont pris en charge par les communes à une moyenne de x montant par mois pendant x temps (contrat à durée déterminée).

d) Groupe de travail sectoriel

Les groupes de travail techniques seront nécessaires pour effectuer les travaux au niveau sectoriel. Ces groupes de travail techniques devront être défini par le comité de pilotage en fonction des actions à entamer. Ils seront composés de techniciens sectoriels, secteur privé et d'autres spécialistes en fonction des besoins.

XIII.2. Plan d'action global de mise en œuvre du programme

Le plan d'action comprend une matrice de mise en œuvre qui reprend tous les objectifs stratégiques et toutes les actions proposées avec une année butoir, les institutions responsables, les sources de financement probables et les indicateurs de suivi.

Tableau 13 : Plan d'action global de mise en œuvre du programme

Actions	Délais	Responsables	Indicateurs de suivi
Accès au financement			
Encourager/faciliter l'implantation des IMF pour favoriser la concurrence	2017-2018	Administration et Natifs	Nouvelles banques/ IMF opérationnelles à Gitega
Inciter les banques commerciales/institutions de micro finance à développer les activités de crédit pour les PME et surtout du secteur agricole	2017-2018	Administration et Natifs	Nouveaux produits créés par les banques/IMF pour les PME
Vulgariser l'éducation au crédit et promouvoir l'épargne	2017-2018	Institutions financières, administration et Natifs	Taux d'augmentation du nombre et des montants des crédits accordés/remboursés
Organiser des concours de projets d'entreprenariat pour inciter l'innovation et récompenser à travers les prêts/dons	2017-2018	Institutions financières, administration	Liste des produits innovants et effectifs des bénéficiaires directs
Valorisation du capital humain			
Adapter les politiques d'éducation et de formation au besoin d'emploi (équiper les écoles techniques et centres de formation professionnelle pour les jeunes/ lancer des projets pilotes pour initier le modèle entrepreneur réussi)	2017-2027	Administration, DPE et Natifs	Taux des lauréats formés qui trouvent du travail dans le milieu
Améliorer le taux d'insertion professionnelle des diplômés et des stagiaires en entreprise	2017-2027	Administration, Natifs et Privés	75% d'insertion professionnelle des diplômés et 75% des stages en entreprise sont insérés
Collaborer avec les centres d'excellence nationaux et internationaux en matière de formation professionnelle	2017-2027	Administration, Natifs, Privés et CEM	Nombre de convention de collaboration signées et respectées
Accès à l'information			
Développer et promouvoir des médias socio-économiques: Presse (journaux et un site web), radios et télévision	2017-2027	Administration, Natifs et Privés	Un journal papier, un site web provincial, une radio et une télévision sont fonctionnels Des émissions régulières sont diffusées sur les radios déjà implantées dans la Province

XIII.3. Le suivi et évaluation (SE)

Le succès de la mise en œuvre de cette stratégie provinciale ne peut être possible sans l'existence d'un système de suivi évaluation efficace. Le Suivi Evaluation est un outil essentiel d'aide à la prise de décision qui permet de mesurer les progrès et la performance à différents niveaux lors de la mise en œuvre d'un projet. Quant à l'évaluation, il est un processus systématique visant à établir le niveau de réalisation des buts ou objectifs d'un programme ou d'un projet.

Le suivi et l'évaluation permettent d'indiquer si les objectifs sont atteints et démontre que les systèmes sont en place pour soutenir une évolution organisationnelle, une amélioration continue du programme et une gestion adaptative.

Ce système de SE doit être économique et simple à utiliser avec des indicateurs faciles à mesurer tout en étant participatif. Il est donc impératif de mettre en place ce système de SE d'une périodicité bien définie par exemple trimestriel, semestriel et annuel.

Pour faire l'évaluation, il y a lieu de faire recours à l'analyse SWOT qui est l'abréviation se Strengths (Forces), Weaknesses (Faiblesses), Opportunities (Opportunités) et Threats (Menaces), combinée avec l'analyse SEPO (Succès, Echecs, Potentialités et Obstacles).

Risques à surveiller et mesures d'atténuation

Dans chaque programme, il y a des risques qui pourront handicaper la mise en œuvre effective de celui-ci, d'où il faut chaque fois les surveiller et prendre des mesures d'atténuation dans le temps et dans l'espace.

XIV. DE L'IMPORTANCE DE LA COMMUNICATION

Une **stratégie** de communication est une **combinaison d'interventions de communication** (communication interpersonnelle, communication de groupe, communication de masse) **capables de susciter les changements** nécessaires en matière de connaissances, d'opinions, d'attitudes, de croyance ou de pratiques et comportements au niveau des groupes cibles.

L'absence d'une stratégie de communication peut conduire à des échecs retentissants. On a ainsi vu des populations s'opposer à l'introduction de nouvelles cultures ou technologies pourtant très rentables. La stratégie de communication est un outil indispensable pour appuyer la mise en œuvre de ce plan de relance du développement.

XIV.1. Information

La diffusion de l'information de ce que nous faisons dans notre province et dans différents secteurs permettra la mise en place des réseaux de partenariats d'affaire dans différents secteurs. Les différents opérateurs (agriculteurs et éleveurs, vendeurs des produits et services, négociants des denrées brutes, transformateurs, distributeurs et détaillants) sauront où acheter et où vendre. L'information est indispensable pour une meilleure planification des investissements et mesures incitatives des secteurs.

XIV.2. Communication interne et externe

a) Communication Interne

La communication interne est un support, un outil important dans la gestion de la Province, avec comme but ultime d'atteindre les objectifs de développement provincial. Cette communication va permettre de diffuser rapidement de haut en bas et de bas en haut au sein de toute la province les informations concernant les décisions prises, les activités menées, les programmes, les plannings des activités.

De cette façon, chaque natif se sentira concerné par les activités et sera un relais efficace avec la population.

Aujourd'hui, la circulation de l'information n'est pas optimale et l'on note un certain cloisonnement dans les services de la Province à tous les niveaux. Ce qui est fait au niveau central arrive très difficilement au niveau périphérique et inversement. Ce qui rend difficile la résolution de certains problèmes pourtant facile à résoudre.

Actions à mener pour la communication interne :

Afin de faire circuler les informations en interne, il faut des activités suivantes :

- ❖ Organiser des réunions de planification et de suivi-évaluation
- ❖ Afficher à tous les niveaux les plans de travail et les indicateurs de performances.
- ❖ Exploitation optimale des opportunités offertes par l'intranet, les SMS et E-mail
- ❖ Adoption des pratiques de partage de l'information : réunions, diffusion des notes d'information, boîtes à suggestion, visites entre les services etc....
- ❖ Elaboration de calendrier de travail et leur diffusion et affichage à des endroits accessibles pour un bon nombre de gens

b) Communication externe

La communication externe vise à informer les différents partenaires notamment le Gouvernement, le parlement, les partenaires techniques et financiers, la société civile, les médias etc, sur les activités de la province.

Une bonne circulation de l'information vers le public externe permettra de nouer des synergies et de créer des conditions favorisant l'adoption des situations recommandées.

Les canaux de diffusion de l'information permanent sont à mettre en place et surtout les alimenter (**cas actuel du site web en cours**) pour promouvoir l'image de la Province et faire connaître ses réalisations qui sont très nombreuses mais restent ignorées du grand public.

Actions à mener pour la communication externe:

- ❖ Organiser des points de presse réguliers
- ❖ Développement et animation du site web de la Province
- ❖ Organiser des conférences de presse
- ❖ Créer et animer une lettre d'information sur le web

N.B. Il est nécessaire d'éviter les messages dirigistes. Garder à l'esprit que les populations ont des expériences et des savoirs et savoir-faire à partager. D'où l'intérêt de se mettre constamment à leur écoute.

La stratégie de communication du Gouvernement de la République du Burundi (2012-2015) avait comme vision que « **chaque burundais et chaque partenaire a un accès à l'information voulue sur l'action du Gouvernement en facilitant la fluidité d'une information pertinente et en développant des relations dynamiques de proximité qui apportent des réponses aux attentes des populations burundaises et de tous les autres partenaires** ».

XV. CONCLUSION

La ville de Gitega bénéficie d'une situation exceptionnelle au centre géographique du Burundi. Elle est à la fois un centre et un carrefour vers différentes régions du pays et l'amélioration récente des réseaux routiers vers et à partir de Gitega va consolider sa position et son rayonnement sur sa région. Toutefois, son niveau d'équipement n'est pas à la hauteur de cette ambition, son activité dominante reste l'agriculture qui ne peut, à elle seule soutenir son développement et fournir les emplois nécessaires pour créer un dynamisme urbain.

La ville a une population très jeune (50% de la population a moins de 17 ans) ce qui est à la fois un atout et un handicap. Cette population, souvent instruite, peut constituer un vecteur essentiel pour le développement, autrement elle va constituer un poids insupportable pour la ville par le taux de chômage qui la touche actuellement et qui la pousse à émigrer vers Bujumbura ou vers l'étranger. Les quartiers de la ville sont inégalement dotés en infrastructures et équipements.

Pour cela **un plan Directeur actualisé** doit être mis en place pour promouvoir toutes les activités agricoles, artisanales, commerciales et industrielles et de service pour dynamiser l'emploi et générer des revenus qui seront réinvestis dans le développement urbain de la ville. En parallèle, **une prospection** pour capter toutes les opportunités d'investissement doit être menée pour apporter les investissements nécessaires.

La mise en place de **ce plan d'investissement** est nécessaire pour qu'il ne reste pas au stade des idées. Le grand projet de construction d'une voie de chemin de fer reliant la Tanzanie à la mine de Nickel de Musongati va transformer l'image de la ville qui sera considérée comme un terminal régional de grande importance et celui de construction d'un Port Sec de Gitega. Il faudrait que la **ville se prépare à accomplir cette tâche** et ne pas se laisser dépasser par les événements et laisser passer ainsi une occasion unique.

Il ne faut pas aussi oublier que le grand projet de construction d'un Aéroport International en Commune Bugendana figure dans les priorités des grands investissements du Burundi.

XVI. PLANS D' ACTIONS ET CALENDRIERS DE MISE EN ŒUVRE DE CE PROGRAMME

XVI.1. Plan d'action d'extension et d'urbanisation de la ville de GITEGA

Actions	Délais	Responsables	Indicateurs de suivi
Délimitation du nouveau périmètre de la ville de GITEGA			
Adoption de ce nouveau périmètre par les autorités locales/ natifs	2017	Gouverneur	Le nouveau périmètre est adopté par parties prenantes (Administration provinciale, Service national ayant la planification urbaine dans ses attributions, les représentants des natifs et des résidents)
Vulgariser ce nouveau périmètre auprès de la population concernée	2017-2018	Administration et natifs	Les populations de la zone concernée savent indiquer les zones et les limites du nouveau périmètre
Etude de faisabilité de l'extension de la ville de Gitega	2017-2018	Antennes urbanisme et celui de l'Aménagement du territoire	Le rapport d'étude de faisabilité est transmis à qui de droit
Elaborer un nouveau schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisation de la Ville de Gitega	2018-2019	Antenne de l'urbanisme	Le nouveau SDAU est adopté par les services compétents
Matérialiser les tracés des voies primaires et secondaires pouvant montrer les étapes de viabilisation	2019	Antenne urbanisme	Les tracés de toutes les voies envisagées sont matérialisés

XVI.2. Plan d'action de l'amélioration de l'image de la ville de GITEGA

Actions	Délais	Responsable	Indicateurs de suivi
Infrastructures routières			
Aménager des voies de contournement de la ville de GITEGA	2018-2022	Administration	Les routes de contournement sont aménagées
Aménager des nouvelles voies proposées dans le document pour avoir un réseau de transport adapté	2018-2030	Administration	De nouvelles voies sont aménagées
Aménager un parking unique à Gitega pour tous les axes (à zege place de marché du bétail)	2018-2019	Administration et Antenne urbanisme	Le parking unique est fonctionnel
Maisons ou vieux magasins			
Inventorier et faire le marquage de ces maisons ou vieux magasins à reconstruire	2018	Administration	Les vieux magasins et maisons sont identifiés et marqués
Informersensibiliser les propriétaires de l'urgence de ce programme de reconstruction	2018	Administration	% de propriétaires qui envisagent l'une ou l'autre solution (vendre ou construire selon le standing exigé)
Reconstruction de ces maisons et magasins	2019-2023	Antenne de l'Urbanisme	% de Vieux magasins et maisons sont reconstruits
Sensibiliser les habitants de la ville de Gitega au programme d'amélioration de leurs habitats (Renouveler ou construire en hauteur)	2018-2019	Administration	% d'habitants engagés à suivre le programme. Les habitants de la ville de Gitega sont sensibilisés au programme
Embellissement de la ville			
Plantation des arbres et fleurs ornementales devant les maisons et tout au long des routes	2018-2019	Administration	Les arbres et fleurs ornementales sont plantés Une longueur de ou le long de x% de toute la voirie de la ville
Bien aménager la Place qui représente le centre du pays	2018-2019	Administration	La place du centre du pays est aménagée selon le plan convenu
Hygiène et assainissement			
Installer des poubelles publiques dans certains endroits publics	2018-2019	Administration	Les poubelles publiques sont installées le long de toutes les principales voies
Bien gérer des eaux pluviales de la ville	2018-2030	Administration et Antenne urbanisme	% d'eaux pluviales maîtrisées ou rentabilisées
Collecter les ordures ménagères par les services municipaux	2018-2030	Administration municipale	Les % ou tonnes d'ordures ménagères sont collectées et gérées
Paver les parkings et trottoirs (devant les maisons, magasins ou bureaux)	2018-2020	Administration	Les parkings et trottoirs des voies principales et du centre ville sont pavés
Eclairage public			
Installer des lampes veilleuses pour l'éclairage public par les ménages et services public	2018-2019	Administration municipale	Lampes veilleuse sont installées pour l'éclairage public par les ménages et services publics
Installer dans certains endroits l'éclairage public	2018-2020	Administration municipale	L'éclairage public est installé le long des voies principales au moins dans les quartiers hauts et moyen standing

Transport			
Instaurer le système de transport en commun en ville	2018-2020	Administration et privés	Le transport en commun en ville est instauré et fonctionne
Instaurer un système de taxi-voiture avec compteur pour mettre à l'aise les clients et les touristes	2018-2020	Administration municipale et privés	Les hôtels fréquentés par des étrangers sont desservis par des taxis à compteur
Instaurer le système de port des uniformes pour les taxis vélo et moto	2018-2019	Administration	Les conducteurs des taxis vélos et motos sont en uniformes. Les motards sont munis de permis de conduire et utilisent des motos assurées au moins contre le tiers
Bien réglementer le système d'installation des pancartes et respecter les normes (éviter de gêner les piétons)	2018-2020	Administration municipale	Les pancartes sont bien installées suivant les normes
Installer des panneaux de signalisation partout en ville	2018-2019	Administration municipal	Des panneaux de signalisation sont installés en ville partout où c'est nécessaire
Quartier industriel			
Identifier l'espace pour accueillir le quartier industriel	2018	Administration, Antennes Urbanisme et Aménagement du territoire	L'espace pour accueillir le quartier industriel est identifié
Localiser et aménager l'espace du quartier industriel	2018-2022	Administration, Antenne Urbanisme	L'espace du quartier industriel est localisé et aménagé
Créer un autre quartier artisanal en dessous du marché de Nyabututsi	2018	Administration	Le quartier artisanal est créé
Délocaliser le marché de Magarama vers un autre endroit qui ne présente pas des dangers publics (par exemple « Kuwankana)	2018-2019	Administration et Antenne urbanisme	Le marché de Magarama est délocalisé
Déménagement de tous les garages et ateliers sans équipements adéquats de propreté et d'isolation phonique des quartiers résidentiels, administratifs et commerciaux (par exemple le garage en dessous de l'hôtel Iwacu Center)	2018-2019	Administration	Tous les ateliers de production ou de maintenance bruyant ou et salissant ont déménagé vers un autre endroit
Réserver la place de l'ancien marché à un équipement de visibilité qui reflète réellement l'image de la capitale politique de GITEGA	2018-2030	Administration et l'Antenne Urbanisme	Un équipement de visibilité est construit et fonctionnel

XVI.3. Plan d'action du développement du secteur privé

Actions	Délais	Responsable	Indicateurs de suivi
Banque/IMF et société d'assurances			
Encourager natifs ou autres investisseurs d'ouvrir des banques, Institutions de Micro Finance (IMF) ou Sociétés d'Assurances	2018-2030	Administration et Privés	Banques, IMFs ou Sociétés d'Assurances sont créées et fonctionnelles
Commerce			
Implanter des plates formes logistiques qui auront pour missions de stocker les produits manufacturés importés et les redistribuer	2018-2020	Administration et Privés	Des grands stocks des produits manufacturés importés sont ouverts et des produits sont redistribués
Aménager une zone industrielle	2018-2030	Administration et privés	La zone industrielle est aménagée et fonctionnelle
Créer une trilogie dynamique entre l'Administration, promoteur agroindustriel privé et les paysans permettra à terme de sécuriser l'approvisionnement des agro-industries en matières premières à des prix négociés et incitatifs pour les paysans.	2018-2019	Administration, Privés et Agriculteurs	La trilogie est créée et fonctionnelle (le partenariat entre le secteur public et le secteur privé (PPP) est renforcé)
Monter ou développer des projets d'intérêt provincial	2018-2022	Administration, sectoriels et privés	Des projets d'intérêt provincial sont montés et financés
Organiser des foires sectorielles et de missions commerciales	2018-2030	Administration, sectoriels et privés	Des foires sectorielles et missions commerciales sont organisées
Identifier les marchés les plus prometteurs	2018-2019	Administration, sectoriels et privés	Des marchés potentiels sont identifiés
Ouvrir une chaîne de télévision et radios provinciales pour renforcer le dialogue public privé	2018-2022	Administration et privés	Une chaîne de télévision et radios provinciales sont ouvertes et opérationnelles
Création d'emploi pour jeunes			
Créer et équiper les écoles techniques et centres de formation professionnelle pour les jeunes avec accent sur les domaines porteurs identifiés comme l'agro-industrie, tourisme et hôtellerie, etc.....	2018-2022	Administration, sectoriels et privés	Des écoles techniques et centres professionnelles pour les jeunes sont créés et opérationnelles
Organiser des cadres d'apprentissage pratique aux jeunes sur la création et la gestion des entreprises	2018-2020		Nombre de jeunes ayant créés leurs emplois
Sensibiliser les privés à la création des emplois aux jeunes ou à leur initiation à l'entrepreneuriat	2018-2020		Nombre de jeunes ayant eu l'emploi ou ayant créé des entreprises
Hôtellerie et Tourisme			
Mettre en valeur le sanctuaire des tambourinaires de Gishora	2018-2020	Administration et privés	Le sanctuaire de Gishora est mis en valeur, des infrastructures disponibles et touristes ont augmenté
Regrouper les artisans par catégorie dans un espace suffisant pour faciliter leur encadrement	2018-2019	Administration	Les artisans sont regroupés par catégorie et sont bien encadrés dans un espace suffisant
Créer une école hôtelière et touristique de Gitega	2018-2020	Administration, sectoriel et privés	Une école hôtelière et touristique de Gitega est créée et fonctionnelle

Construire un hôtel de classe international	2018-2025	Administration et privés	Un hôtel de classe international est construit et opérationnel
Créer un centre International d'exposition de Gitega	2018-2025	Administration et privés	Un centre International d'exposition de Gitega est crée et opérationnel
Construire un centre international de conférence de Gitega	2018-2025	Administration et privés	Un centre international de conférence de Gitega est construit et opérationnel
Installer des panneaux de signalisation partout où c'est nécessaire pour localiser des attractions touristiques	2018-2019	Administration et privés	Des panneaux de signalisation sont installés pour localiser des attractions touristiques
Développer des statistiques touristiques (classification hôtelière et touristique)	2018-2019	Administration, sectoriel et privés	Des statistiques touristiques sont complètes et le contrôle existe
Mettre à jour le répertoire hôtelier et touristique	2018-2019	Administration, sectoriel et privés	Le répertoire hôtelier et touristique est mis à jour et mis au service du public

XVI.4. Plan d'action du développement du secteur agro-pastoral

Actions	Délais	Responsables	Indicateurs de suivi
Promotion des groupements coopératifs (coopératives)			
Structurer des OPA en organisations faïtières fortes pouvant prendre part aux grandes décisions relatives aux faïtières	2018-2019	Administration, Sectoriel/DPAE	Des OPA sont structurées en organisations faïtières fortes (coopératives) et sont opérationnelles
Promouvoir des coopératives de production et commerciales	2018-2019	Administration, Sectoriel/DPAE	Des coopératives de production et commerciales sont promues et opérationnelles
Renforcer les capacités des producteurs associés en coopératives sur différents thèmes	2018-2030	Sectoriel/DPAE	Des producteurs associés en coopératives augmentent les rendements, la production et le bénéfice
Protection du capital productif			
Aménager des courbes de niveau sur toutes les collines	2018-2020	Administration, Sectoriel/DPAE	Des courbes de niveau sont aménagées sur toutes les collines
Installer des arbres forestiers et agro forestiers sur toutes les collines	2018-2030	Administration Sectoriel/DPAE	Des arbres forestiers et agro forestiers sont installés sur toutes les collines
Installer et rentabiliser des hangars communautaires de stockage des récoltes dans toutes les communes	2018-2020	Administration, Sectoriel/DPAE	Des hangars communautaires de stockage des récoltes sont installés et rentabilisés dans toutes les communes
Sensibiliser le programme d'augmentation de la production et d'utilisation rationnelle de la fumure organique	2018-2019	Administration, Sectoriel/DPAE	% d'augmentation de la fumure organique utilisée
Lutte contre la malnutrition			
Sensibiliser la politique d'installation des jardins potagers suivi d'un système d'irrigation	2018-2019	Administration, Sectoriel/DPAE	Augmentation de la superficie des jardins potagers et de leur production
Encourager la pratique d'un petit élevage par chaque ménage (poule, lapin, chèvre et porc)	2018-2019	Administration, Sectoriel/DPAE	Augmentation de la production et de la productivité du petit élevage
Encourager tout les responsables de des services de servir de modèle en agriculture et élevage pour lutter contre la pauvreté	2018-2019	Administration, Sectoriels	Tous les responsables des services servent de modèle en agriculture et élevage
Création de petits centres de formation et d'information agricole dans toutes les communes	2018-2020	Administration, Sectoriel/DPAE	Nombre de petits centres de formation et d'information agricole opérationnelle Nombre d'utilisateurs de ces centres
Sensibiliser les privés à investir dans le domaine de multiplication des semences	2018-2019	Administration, DPAE et secteur privé	Augmentation de tonnage des semences produites par le privé
Vulgariser la pratique de culture des champignons comestibles qui ont une valeur protéinique comparable à celle de la viande	2018-2020	DPAE et privés	Nombre de gens qui ont adhéré à cette pratique et quantité de champignons produits

VI.5. Plan de coordination des ONGs, des services publics et privés et des associations communautaires

Actions	Délais	Responsable	Indicateurs de suivi
Coordination des ONGs			
Améliorer la coordination des ONGs			
Organiser des réunions trimestrielles d'échanges et évaluations	2018-2030	Administration, sectoriels et ONGs	Des réunions trimestrielles d'échanges et évaluations sont organisés et rapports produits
Exiger des plans d'actions, des rapports d'activités (trimestriels, semestriels et annuels) au niveau des services techniques et l'administration	2018-2030	Administration, sectoriels et ONGs	Des plans d'actions et des rapports d'activités périodiques sont transmis régulièrement
Instaurer le système de bonne gouvernance dans les recrutements du personnel en favorisant les natifs de la province	2018-2030	Administration, sectoriels et ONGs	Le système de bonne gouvernance est instauré et les natifs sont embauchés
Encadrement des services publics			
Transmettre des plans d'action et rapports d'activités (trimestrielle, semestrielle et annuelle)	2018-2030	Administration et Services publics	Des plans d'action et rapports d'activités périodiques sont transmis à qui de droit à temps et avec régularité
Compléter les registres des présences et respecter les heures de service	2018-2030	Administration et services publics	Des registres des présences sont bien complétés régulièrement et les heures de service respectées
Organiser des réunions des chefs de service et le personnel avec l'administration (en deux temps différents) secteur par secteur	2018-2030	Administration et Services publics	Des réunions des chefs de service et le personnel sont organisés régulièrement et les PV sont produits
Organiser un système d'évaluation des performances des services suivants leurs plans d'actions	2018-2030	Administration et Services publics	Des services sont évalués suivants leurs plans d'actions et des résultats sont communiqués
Encadrement des services du secteur privé			
Identifier les services du secteur privés et les regrouper suivant les secteurs	2018-2019	Administration et Sectoriels	Les services du secteur privé sont identifiés et connus, des listes sont disponibles
Organiser des réunions régulières (1 fois par semestre) avec les services du secteur privé	2018-2030	Administration et Sectoriels	Des réunions sont organisés régulièrement et rapports produits
Organiser des descentes sur terrain pour s'enquérir de leurs activités	2018-2030	Administration et Sectoriels	Des descentes sont organisées et rapports produits
Encadrement des associations communautaires ou coopératives			
Identifier les associations ou coopératives qui sont fiables	2018-2019	Administration et Sectoriels	Des associations ou coopératives qui sont fiables sont identifiés et connues, les listes sont disponibles
Organiser des réunions régulières avec elles des fois tous les secteurs combinés et d'autres fois secteur par secteur (une réunion par semestre)	2018-2030	Administration et Sectoriels	Des réunions régulières avec elles sont organisées une fois le semestre et des rapports sont produits
Organiser des descentes sur terrain pour s'enquérir de la fiabilité de leurs activités	2018-2030	Administration et Sectoriels	Des descentes sur terrain pour s'enquérir de la fiabilité de leurs activités sont organisées et des rapports sont produits

XVI.6. Plan d'action d'encadrement de la jeunesse scolarisée et non scolarisée

Actions	Délais	Responsable	Indicateurs de suivi
Encadrement de la jeunesse scolarisée / chômeurs diplômés			
Inventorier des chômeurs diplômés au niveau province	2018	Administration	Des chômeurs diplômés sont inventoriés et le nombre est connu
Encourager les entreprises (Services, sociétés, banques, assurances et privés) à développer une politique de stages récurrents pour les jeunes diplômés afin de leur donner un minimum d'expérience professionnelle.	2018-2030	Administration, sectoriels et privés	Des stages récurrents pour les jeunes diplômés sont organisés
Organiser des formations entrepreneuriales aux diplômés en fonction et chômeurs diplômés qui le souhaitent	2018-2030	Administration et Sectoriels	Nombre de diplômés qui créent leurs entreprises
Organiser des camps de travail ou des travaux communautaires pour les élèves en vacances et aux chômeurs	2018-2030	Administration	Des camps de travail ou des travaux communautaires pour les élèves en vacances et chômeurs sont organisés et rapports sont produits
Organiser des formations extra scolaires pendant les vacances/thèmes variés comme la poésie, chansons, agriculture, élevage, santé communautaire, sport, jeux concours, entrepreneuriat, etc.....	2018-2030	Administration	Des formations extra scolaires pendant les vacances sont organisées et rapports produits Un indicateur qui mesure le gain tiré de cette activité est bien formulé,
Organiser la jeunesse à constituer des épargnes pour s'acheter un animal pour le petit élevage	2018-2020	Administration et DPAE	Nombre de jeunes qui se sont achetés d'animaux d'élevage/ Nombre d'animaux achetés
Encadrement de la jeunesse non scolarisée			
Encourager, sensibiliser les entreprises ou entrepreneurs à développer une politique de diversification des emplois	2018-2020	Administration	Nombre d'emplois aux jeunes créés par les entreprises
Organiser des petites formations en entrepreneuriat pour les aider à s'orienter	2018-2020	Administration et sectoriels	Nombre d'entreprises créées par les lauréats de ces formations
Organiser la jeunesse à constituer des épargnes pour s'acheter un animal pour le petit élevage	2018-2020	Administration et DPAE	Nombre de jeunes qui se sont achetés d'animaux d'élevage/ Nombre d'animaux achetés
Organiser des formations en agriculture et élevage	2018-2020	Administration et DPAE	Nombre d'agriculteurs qui améliorent les pratiques, la production et la productivité agricoles
Organiser des formations accélérée pour les métiers comme la couture, menuiserie, boulangerie, maçonnerie, mécanique des vélos et motos, etc et pourront ouvrir leurs propres ateliers avec un système d'épargnes en étant leurs propres bailleurs.	2018-2020	Administration	Nombre de lauréats qui ouvrent des ateliers. Nombre d'ateliers ouverts avec d'épargnes en étant leurs propres bailleurs.
Organiser d'une manière régulière des tournois sportifs avec fréquence d'un tournoi chaque année et dans les disciplines suivantes : football, volleyball, basketball et l'athlétisme (jeunesse scolarisée ou non)	2018-2030	Administration	Des tournois sportifs inter collinaires sont organisés chaque année dans différentes disciplines et des coupes sont discernées

ANNEXES

Annexe 1 : Références bibliographiques

1. Audits urbain, organisationnel et financier de la Commune de Gitega, Rapport Provisoire modifié – Juillet 2012, URAM International
2. La loi sur les mouvements pré-coopératifs
3. Plan Provincial d'Investissement Agricole (PPIA) 2013-2017
4. Schéma Directeur de la Stratégie du Développement de la ville de GITEGA, 2014
5. Rapport des projections démographiques de 2008-2030 de l'ISTEEBU, Décembre 2013
6. Stratégie Nationale de Développement du secteur Privé (SNDSP) au Burundi 2014-2020 de juillet 2013
7. Stratégie de Communication du Gouvernement de la République du Burundi (2012-2015), Décembre 2011
7. Stratégie de Communication du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE), mars 2014
8. Stratégie Nationale du Développement du Tourisme au Burundi, 2013
9. Stratégie Nationale de Développement Industriel et Commercial
10. Stratégie de Développement Economique et Création d'Emplois de la Province de GITEGA (SDCE), Avril 2009.

Annexe 2 : Liste des tableaux

- Tableau 1 : Evolution de la population du Burundi entre 2008-2030
- Tableau 2 : Evolution de la population de la province de Gitega entre 2008-2027
- Tableau 3 : Situation des équipements scolaires
- Tableau 4 : Orientations stratégiques
- Tableau 5 : Proposition des différentes liaisons
- Tableau 6 : Proposition du nouveau périmètre urbain
- Tableau 7 : Programmation du réseau routier à l'horizon 2027
- Tableau 8 : Liste des marais aménagés
- Tableau 9 : Localisation des hangars de stockage
- Tableau 10 : Situation des bovins et caprins
- Tableau 11 : Situation des porcs, ovins et poules
- Tableau 12 : Plans d'action global de mise en œuvre du programme

Annexe 3 : Liste des figures

Figure 1 : Carte administrative de la Province Gitega

Figure 2 : Carte qui illustre ces nouvelles limites de la ville

Figure 3: Principales cultures vivrières cultivées en Province de Gitega